Table of Contents

BERNIER DEMANDE DE L'AIDE ONU -- AFGHANISTAN....1

LOURDE BÉVUE DES SOLDATS CANADIENS UN AFGHAN TUÉ, UN ENFANT BLESSÉ....2

UNE VIE PAS DE TOUT REPOS OBUS, SERPENTS, TALIBANS....4

L'UNE DES BASES LES PLUS AVANCÉES....6

EN PLEIN BASTION TALIBAN SI CHAUD QU'IL FAUT PORTER DES GANTS POUR NE PAS SE BRÛLER....7

Des soldats canadiens tuent un Afghan et blessent un enfant....9

Coderre ne serait pas le bienvenu en Afghanistan....10

La mission de Denis Coderre....11

Bernier demande de l'aide devant l'ONU....13

La tactique "Obélix" appliquée au Bloc.......15

Grande-Anse : la Réserve navale a manqué le bateau....17

Hekmat et son peuple....19

"Un progrès exceptionnel dans tous les domaines"....21

Coderre interdit sur la base de Kandahar; Le ministre de la Défense aurait ordonné de ne pas le laisser entrer....23

Bernier exorte la communauté internationale à s'impliquer davantage....25

Un Afghan tué accidentellent par des soldats canadiens....26

Le look "armée"....27

Voir Kaboul.......28

Tout va bien à Kaboul!....30

Les militaires canadiens ne doivent pas partir en 2009....32

Duceppe et la bien drôle d'époque.......33

Bernier demande de l'aide....35

Table of Contents

Denis Coderre pourrait se retrouver devant une barrière close à Kandahar....36

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus....38

Taxe américaine pour l'Irak; Les démocrates veulent renflouer les programmes nationaux et sont contre la rallonge de Bush....40

Bernier demande de l'aide....42

Bavure canadienne en Afghanistan; Un civil de 35 ans est tué et un enfant de huit ans est grièvement blessé....43

Maxime Bernier demande de l'aide....44

Bavure canadienne en Afghanistan....45

Le p.–d.g. de Blackwater défend ses agents de sécurité....47

Bavure canadienne en Afghanistan; Bernier demande l'aide des alliés....49

Un discours du Trône en soirée; Harper veut empêcher l'opposition de réagir aux heures de grande écoute....51

Vivants, mais à quel prix !; Aujourd'hui, grâce à des équipements de plus en plus sophistiqués, de plus en plus de soldats survivent à leurs blessures....53

Blackwater défend ses agents devant le Congrès....55

Bernier demande à l'ONU de créer un poste d'émissaire; Il exhorte aussi la communauté internationale à s'impliquer davantage....57

Bavure canadienne:un mort et un blessé....59

Coderre part malgré tout pour Kandahar; Le ministre de la Défense aurait ordonné de ne pas le laisser entrer sur la base....61

Ottawa songerait à remplacer Rick Hillier à la direction des Forces armées....63

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus....64

Bernier défend la présence du Canada en Afghanistan mais demande de l'aide....65

Un Suisse à la tête de la Mission de l'OSCE au Kosovo....67

Irak: le patron de Blackwater se défend au Congrès américain....68

Table of Contents

USA: les démocrates proposent une taxe pour l'Irak.....69

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus.....70

Général.....72

BERNIER DEMANDE DE L'AIDE ONU –– AFGHANISTAN

SOURCETAG	0710022398
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.03
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	26
ILLUSTRATION:	1. MAXIME BERNIER Premier discours
BYLINE:	PC
DATELINE:	NATIONS UNIES
COLUMN:	POLITIQUE
WORD COUNT:	225

NATIONS UNIES –– (PC) Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a réclamé une plus grande "volonté politique" de la part de la communauté internationale afin de stabiliser et de reconstruire l'Afghanistan.

Aucun pays ne peut le faire à lui seul, a–t–il déclaré hier dans son premier discours à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

Les efforts de la soixantaine de pays et de groupes internationaux sont louables, a–t–il dit, mais la nomination d'un émissaire spécial de l'ONU permettrait d'attirer davantage d'aide et de mieux coordonner le travail à effectuer en Afghanistan, a–t–il fait valoir.

Valeurs canadiennes

Dans un discours d'une dizaine de minutes, livré principalement en français pour apaiser les adversaires québécois de la mission canadienne en Afghanistan, M. Bernier a rappelé qu'il s'agissait d'une mission autorisée par l'ONU, et a soutenu que la participation canadienne n'était pas fonction des seuls intérêts du Canada, mais par–dessus

tout l'expression des valeurs canadiennes de liberté, de droits de la personne et de démocratie.

"Ce sont des valeurs sous–jacentes à notre présence en Afghanistan, en Haïti, au Soudan et ailleurs", a déclaré le ministre.

Son discours a été critiqué par certains, qui l'ont trouvé vague et unidimensionnel, tandis que d'autres ont appuyé l'idée de nommer un envoyé spécial de haut rang de l'ONU pour l'Afghanistan.

M. Bernier a parlé de cette proposition à l'occasion d'une trentaine de rencontres bilatérales à l'ONU, la semaine dernière. On ignore comment le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki–moon, y réagira. La mesure a l'appui de plusieurs pays, y compris les États–Unis.

LOURDE BÉVUE DES SOLDATS CANADIENS UN AFGHAN TUÉ, UN ENFANT BLESSÉ

SOURCETAG 0710022370
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.03
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 12
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 404

KANDAHAR, Afghanistan –– (PC) Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, mardi matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre–ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte–parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

Accident

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte–parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan. Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont–ils fait cela?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent. "À la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible ", a indiqué Mme Bilodeau.

Certaines informations conflictuelles de la part des militaires et de la famille circulaient à la suite de l'incident.

Selon les militaires, un homme de 35 a été tué et un enfant de huit ans a été blessé. La famille affirme plutôt que les victimes étaient deux frères, soit Esmatullah Zia, âgé de 18 ou 19 ans, et Ahmad Zia, âgé de 2 ans.

Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony Mc– Cord, porte–parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN. "Cet incident est profondément regrettable. "

Source de critique

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères. Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'ils partent patrouiller la province.

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane. Des Afghans ont manifesté la semaine dernière contre les soldats étrangers, incluant ceux du Canada, les jugeant responsables de la mort d'une personnalité religieuse. !@MOTSCLES=FORCES ARMÉES CANADIENNES

UNE VIE PAS DE TOUT REPOS OBUS, SERPENTS, TALIBANS

SOURCETAG	0710022355
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.03
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	11
ILLUSTRATION:	1. PHOTO LE JOURNAL Isolés, les soldats trouvent toujours dequoi s'occuper entre deux missions. 2. 3.
BYLINE:	FABRICE DE PIERREBOURG
DATELINE:	SPERWAN GHAR, Afghanistan
COLUMN:	Le Journal en Afghanistan
WORD COUNT:	405

SPERWAN GHAR, Afghanistan –– Ils dorment comme des rats, sous la terre, sont isolés de tout, cohabitent avec des serpents, des scorpions et des coyotes, reçoivent des roquettes et des obus de mortier sur la tête : voilà le quotidien des soldats québécois détachés à Sperwan Ghar, en plein bastion taliban.

C'est dire que la vie n'est pas de tout repos dans le secteur. Pourtant, les Québécois de l'infanterie et de l'artillerie qui y ont élu domicile ne semblent pas s'en formaliser.

" On est bien ici, c'est notre palace et on s'y sent en sécurité ", lance le sergent Daniel Laplante en désignant le bunker qui sert de logement.

La nuit est tombée sur la base opérationnelle avancée (FOB) de Spewan Ghar lorsque le Journal débarque.

Pour ne pas servir de cible à " l'ennemi ", il faut se déplacer avec une petite lampe frontale munie d'un filtre rouge.

Des ombres vont et viennent. Derrière les cigarettes qui se consument, on entend parler de politique et de femmes.

Seuls quelques tirs de mortiers viennent troubler la quiétude des lieux et faire hurler les coyotes au loin. Dantesque.

Rois de la récupération

Sous terre, dans les couchettes qu'ils ont aménagées en alcôves avec des matériaux de fortune, des soldats regardent des DVD sur leur ordinateur. D'autres, épuisés, dorment profondément. Certains se préparent pour leur tour de garde.

Le sol est en gravier, les murs sont recouverts de sacs de sable. Il y a des fils partout au plafond. Des vêtements et des armes sont accrochés aux poutres. C'est sale, poussiéreux. On n'y voit rien, ou presque.

Mais il fait frais, notamment grâce à la climatisation. De quoi se protéger des températures caniculaires. Jusqu'à 72 degrés enregistrés cet été au soleil.

Ici, le mot maître est recyclage. " Quand on est arrivé, on a sauté sur le premier bout de planche qui traînait ", raconte un soldat.

" Au bout d'une journée de bricolage, on s'est dit que ça faisait l'affaire. On fait notre bonheur où l'on est ", ajoute le sergent Laplante.

Dans un coin, un soldat clavarde avec sa copine sur l'unique ordinateur connecté à Internet, à la vue de tous. Les blagues salaces fusent: " Eh, y a un gang bang chez toi! "

Ils sont tellement bien là que rares sont ceux qui ont hâte de retourner à la base de Kandahar. Même pour manger des beignes et de la pizza. Trop impersonnelle, trop grande, trop rigide, disent–ils. " Pas pressés de se faire chier ", lance même un soldat.

Tonnerre et poussière

C'est à ces soldats que revient entre autres la tâche de tirer à plusieurs dizaines de kilomètres de là, avec les redoutables canons M777 de 155 mm, depuis la base même, soit de l'extérieur. " Pour appuyer les boys sur le terrain en cas de besoin ", explique le Sergent Laplante.

Entre deux opérations, les Québécois s'entraînent. À chaque coup de canon, la terre tremble aux alentours.

Assez pour être déstabilisé les premiers coups. Puis, un immense nuage de poussière balaie le camp.

Et ça dure parfois toute une journée. Une autre guerre pour les talibans, celle des nerfs.

* * *

DOSSIER EN LIGNE Participez au blogue.

Visitez l'espace de Fabrice

espace.canoe.ca/fdepierrebourg

L'UNE DES BASES LES PLUS AVANCÉES

SOURCETAG 0710022341
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.03
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 10
BYLINE: FABRICE DE PIERREBOURG
DATELINE: SPERWAN GHAR
COLUMN: Le Journal en Afghanistan
WORD COUNT: 167

SPERWAN GHAR –– Sperwan Ghar est une des bases canadiennes les plus avancées dans le dangereux district de Panjwahi, au sud de Kandahar.

Ce bastion historique des talibans a servi de cadre à plusieurs affrontements musclés avec les forces de la coalition, en particulier en septembre 2006.

Tout autour de la base, ce ne sont que des hameaux de quelques maisons en terre, des murs qui serpentent au milieu des champs de raisin et de marijuana et des bosquets d'arbres.

Guérilla

Autant de cachettes idéales pour les insurgés talibans, qui y lancent des attaques sporadiques, cachent des bombes artisanales ou des mines antipersonnel sous la route. Toujours habillés en civil pour mieux se confondre dans la population locale et narguer la coalition.

Une vraie technique de guérilla. Rapide, efficace.

" Difficiles à suivre ", ajoute le lieutenant–colonel Alain Gauthier, commandant le g roupement tactique.

Roquette

" Depuis le 11 septembre, début du ramadan, on s'est fait tirer dessus cinq fois à la roquette chinoise, explique l'adjudant Alain Picard depuis le poste d'observation, qui offre une vue imprenable sur la région. On a aussi essuyé des tirs d'armes automatiques venus de ce séchoir à marijuana. "

EN PLEIN BASTION TALIBAN SI CHAUD QU'IL FAUT PORTER DES GANTS POUR NE PAS SE BRÛLER

SOURCETAG	0710022340
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.03
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	10
ILLUSTRATION:	1. PHOTO LE JOURNAL Chacun aménage son coin à sa manière. 2. 3. PHOTO LE JOURNAL Les soldats déployés à Sperwan Ghar dorment dans un immense bunker aménagé avec les moyens du bord. 4.
BYLINE:	FABRICE DE PIERREBOURG
DATELINE:	SPERWAN GHAR
COLUMN:	Le Journal en Afghanistan
WORD COUNT:	245

SPERWAN GHAR –– " Dans le désert, il faisait 58 degrés sous la toile de tente, on dormait direct sur le sable entre deux camions, mais on était bien, juste notre gang. "

S'il en rit maintenant, le jeune Simon Laprise, un réserviste de 21 ans habitué " à vivre dans le bois " en Mauricie, reconnaît que le choc a été rude.

Avant de se retrouver à Sperwan Ghar, tout son groupe et lui ont été littéralement largués d'un hélicoptère américain en plein désert avec leur canon. Pour appuyer une opération des troupes britanniques.

Et ce à peine débarqués du Québec et sous le coup du décalage horaire.

" On mettait des gants pour toucher à tout sinon on se brûlait, se souvient le sergent Daniel Laplante. On mangeait des rations, on n'avait que quatre litres d'eau par jour et par personne pour boire, cuisiner, se laver et laver notre linge. C'était une douche aux trois jours. Et quand on recevait un Pepsi, c'était Noël. "

Leur première tâche collective a été de se construire une défense.

" La seule règle, c'est la protection, ajoute le bombardier chef Francis Leblanc. Si t'es trop fatigué pour te lever tôt le matin, remplir des poches de sable, tu ne seras pas protégé le soir. [...] Je serais prêt à y repartir n'importe quand car l'esprit de groupe est très fort. "

C'est certainement aussi à cette occasion que les futurs locataires du bunker de Sperwan Ghar ont fait fonctionner leur imagination.

" L'urinoir, c'était un tube de charge de munition coupé, se souvient le sergent Laplante. Pour les toilettes, on avait placé un siège de toilette sur une chaise en métal dont on avait coupé le fond.

" Et les murs de la douche, c'étaient quatre planches surmontées d'une poche d'eau. "

* * *

FABRICE DE PIERREBOURG fdepierrebourg@journalmtl.com -- Envoyé spécial

Des soldats canadiens tuent un Afghan et blessent un enfant

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Monde
PAGE: 20
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Dene Moore
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 322

Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent." Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord.

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères.

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane.

Des Afghans ont manifesté la semaine dernière contre les soldats étrangers, incluant ceux du Canada, les jugeant responsables de la mort d'une personnalité religieuse et de celle de son frère au cours d'une descente dans la maison d'un insurgé présumé. L'armée canadienne affirme qu'elle n'était pas impliquée dans cet indicent. En février, deux civils ont été tués par des soldats canadiens dans des circonstances similaires à celles de mardi.

Des convois canadiens ont tiré sur deux autres personnes l'an dernier lorsque des véhicules d'Afghans ont ignoré des avertissements et s'en sont approchés.

Coderre ne serait pas le bienvenu en Afghanistan

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.03
SECTION: National
PAGE: 19
SOURCE: La Presse
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 430

Le critique de l'opposition en matière de défense, Denis Coderre, risque de se heurter à une barrière close à la base canadienne de Kandahar en Afghanistan lors de la mission d'information qu'il s'apprête à entreprendre ces jours–ci au nom du chef de son parti, Stéphane Dion.

Selon des sources qui ont requis l'anonymat, le cabinet du ministre de la Défense, Peter MacKay, aurait ordonné au commandement canadien à Kandahar de ne pas laisser entrer le député de Bourassa sur la base lors de sa prochaine visite.

Au cabinet du ministre, un porte–parole n'a pas voulu confirmer ou infirmer cette information à La Presse, se contentant de dire que le cabinet du ministre n'avait reçu aucune demande de visite à Kandahar de la part de l'opposition.

Denis Coderre, dans une entrevue à La Presse, a déclaré hier que l'hostilité du gouvernement Harper à sa mission ne l'empêcherait pas de partir. "J'ai mes billets d'avion et tous mes arrangements sont faits. Je vous annonce que je vais là–bas dans le but précis de préparer une visite future de mon chef Stéphane Dion", a–t–il confié.

"Pour le bien–être de la démocratie, a–t–il ajouté, il est essentiel que tous les membres de l'opposition affectée à la fonction de critique de la Défense puissent être présents un jour ou l'autre en Afghanistan. Il y a une question de devoir là–dedans."

Au cabinet du ministre MacKay, la visite de Denis Coderre en Afghanistan semble être d'un grand embarras. Le directeur des communications du ministre, Daniel Dugas, affirme que le député de Bourassa n'a pas averti le cabinet de ses intentions et de ses plans. M. Coderre affirme, de son côté, qu'il a envoyé une lettre le 25 septembre dernier au ministère des Affaires étrangères pour faire part de sa décision de voyager en Afghanistan.

"M. Coderre ne nous a même pas dit s'il y allait, a déclaré M. Dugas. C'est pathétique. S'il y va, allons–nous ouvrir la barrière? Il faudrait d'abord qu'il nous informe pour voir ce qu'on peut faire."

M. Dugas a rappelé qu'habituellement les voyages des parlementaires étaient gérés par les comités des Communes. "Il n'y a pas de comité en ce moment. La session est prorogée. De plus, M. Coderre était critique en matière de Défense le 18 janvier dernier et le comité de la Défense nationale a visité l'Afghanistan le 23 janvier suivant. Il n'y est pas allé. Maintenant, on ne peut pas gérer des voyages individuels pour les parlementaires. Il y a beaucoup de questions de sécurité et M. Coderre l'a reconnu à l'époque en comité. Aujourd'hui, il a changé d'avis."

La mission de Denis Coderre

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Opinions
PAGE: 18
BYLINE: Cloutier, Maurice
WORD COUNT: 533

Le libéral Denis Coderre veut se rendre rapidement en Afghanistan pour constater de visu la situation politique dans ce pays et le degré de risque des opérations militaires canadiennes pour anéantir les talibans.

Il est prêt à partir seul et payer de sa poche son billet d'avion. Il n'en peut plus d'attendre une autorisation officielle. " Ça fait plusieurs mois que je demande au bureau du ministre de la Défense de partir pour l'Afghanistan. On me dit qu'on ne pouvait pas organiser des voyages pour les députés ", a expliqué le bouillant député.

La situation en a fait rire plusieurs. Certains ont vu dans les propos de M. Coderre une nouvelle sortie médiatique pour attirer l'attention. Lorsqu'on examine la situation de plus près, on comprend l'irritation du député qui est le porte−parole de l'Opposition officielle pour la défense nationale.

Au moment où la mission en Afghanistan est au coeur de l'actualité nationale, la Défense nationale et le gouvernement Harper n'ont aucune raison valable de refuser à un parlementaire de son niveau de participer à un voyage de reconnaissance ou d'étude susceptible d'enrichir sa réflexion personnelle et celle de son parti pour les discussions et les décisions à venir.

De toute évidence, les conservateurs et même la Défense nationale ne veulent pas faciliter un voyage à un politicien susceptible de les talonner dans les prochaines semaines sur certains aspects de cette mission. Cette basse partisannerie est un accroc à la démocratie.

C'est d'autant plus navrant que les médias régionaux à travers le Canada ont vécu dans les dernières semaines une situation tout à fait à l'opposé de celle de M. Coderre.

La Tribune, comme plusieurs autres journaux, a été fortement sollicitée pendant quelques semaines pour participer à un voyage de presse à Kandahar pour rencontrer les soldats canadiens et québécois là−bas et rendre compte des efforts de paix du Canada dans ce pays. Les forces armées ont insisté beaucoup. Ils offraient de couvrir certains frais et l'encadrement requis dans de telles circonstances. Pourquoi faire preuve d'autant de diligence envers différents médias régionaux du pays, après avoir accueilli plusieurs représentants de médias nationaux, alors que le porte−parole de l'Opposition officielle en matière de défense est resté sur le carreau? Ces deux réalités sont choquantes.

La Tribune n'est pas contre la mission internationale en Afghanistan, mais l'invitation pressante pouvait être perçue comme une opération médiatique savamment planifiée. D'ailleurs, pendant et après l'étude de la proposition provenant de l'armée canadienne, les autres demandes d'entrevues du journal sont demeurées, pour le moment, sans réponse positive.

Et Gilles Duceppe...

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a nié vigoureusement les informations du quotidien La Presse voulant qu'il prépare sa sortie de la vie politique fédérale après les prochaines élections.

La déclaration de Duceppe était prévisible dans le contexte d'une campagne électorale imminente. Un chef ne peut effectivement pas laisser planer un doute sur son avenir au moment où il se prépare à livrer une dure bataille pour protéger les acquis de sa formation au Québec. Cependant, il n'y a pas de fumée sans feu. On verra bien si M. Duceppe, au cours de la prochaine année, a toujours la flamme de poursuivre le combat souverainiste sur la scène fédérale.

Bernier demande de l'aide devant l'ONU

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 22
SOURCE: La Presse Canadienne
PHOTO: (Photo PC)
DATELINE: NATIONS UNIES
ILLUSTRATION: SUGGESTION – Dans son premier discours devant les membres del'Assemblée générale, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a proposé de nommer un envoyé spécial de haut rang de l'ONU pour l'Afghanistan.
WORD COUNT: 458

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a réclamé une plus grande "volonté politique" de la part de la communauté internationale afin de stabiliser et de reconstruire l'Afghanistan. Aucun pays ne peut le faire à lui seul, a–t–il déclaré mardi dans son premier discours à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

Les efforts de la soixantaine de pays et de groupes internationaux sont louables, a–t–il dit, mais la nomination d'un émissaire spécial de l'ONU permettrait d'attirer davantage d'aide et de mieux coordonner le travail à effectuer en Afghanistan, a–t–il fait valoir.

Dans un discours d'une dizaine de minutes, livré principalement en français pour apaiser les adversaires québécois de la mission canadienne en Afghanistan, M. Bernier a rappelé qu'il s'agissait d'une mission autorisée par l'ONU, et a soutenu que la participation canadienne n'était pas fonction des seuls intérêts du Canada, mais par–dessus tout l'expression des valeurs canadiennes de liberté, de droits de la personne et de démocratie.

"Ce sont des valeurs sous–jacentes à notre présence en Afghanistan, en Haïti, au Soudan et ailleurs", a déclaré le ministre.

Son discours a été critiqué par certains, qui l'ont trouvé vague et unidimensionnel, tandis que d'autres ont appuyé l'idée de nommer un envoyé spécial de haut rang de l'ONU pour l'Afghanistan.

M. Bernier a parlé de cette proposition à l'occasion d'une trentaine de rencontres bilatérales à l'ONU, la semaine dernière. On ignore comment le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki–moon, y réagira. La mesure a l'appui de plusieurs pays, y compris les États–Unis, la Norvège, la France et l'Espagne.

Maxime Bernier a aussi réclamé un effort militaire, humanitaire et diplomatique accru en Afghanistan et demandé que les organisations internationales, incluant l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale, travaillent en collaboration pour manifester activement leur appui. Ottawa est en butte à de fortes pressions internes pour rapatrier ses troupes de l'Afghanistan à la fin de la mission actuelle, en février 2009, et souhaite que des pays comme la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie permettent à leurs soldats de se rendre en zones de combat pour mener la bataille contre les talibans. Actuellement, les combats sont assurés par le Canada, les États–Unis, la Grande–Bretagne, les Pays–Bas et l'Australie.

Par ailleurs, Maxime Bernier a demandé aux Nations unies de prolonger la mission de stabilisation en Haïti, et de se montrer à l'avant–garde des efforts en vue de rétablir la démocratie et les droits de la personne en

Birmanie.

Le ministre Bernier a également invité la communauté internationale à démontrer une volonté politique de trouver de nouvelles solutions afin que cessent les violations inacceptables des droits humains au Darfour et que des conditions soient mises en place pour l'établissement de la paix et de la démocratie au Soudan.

La tactique "Obélix" appliquée au Bloc...

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.03
SECTION: Éditorial
PAGE: 11
COLUMN: Chronique
BYLINE: Brassard, Jacques
ILLUSTRATION: ASSAUT FRONTAL – Comment Gilles Duceppe peut–il se lancerdans un assaut frontal contre le gouvernement Harper, sans la moindre position de repli, alors que son parti est sorti pas mal amoché des dernières élections complémentaires?
WORD COUNT: 782

Obélix, le volumineux personnage de la célèbre BD, n'a qu'une seule stratégie, simplette et sans artifice, face aux Romains froussards, qu'il énonce ainsi: "On fonce et on démolit tout!" C'est très efficace lorsqu'on dispose d'une potion magique. Mais, c'est un tantinet téméraire quand, comme c'est le cas au Bloc québécois, l'adversaire n'est pas un poltron niais et que, de plus, on ne peut pas compter sur un druide capable de vous insuffler une force surhumaine...

Voilà l'analogie qui m'est venu à l'esprit en prenant connaissance de la position inflexible adoptée par le chef du Bloc, Gilles Duceppe, à la veille de la rentrée parlementaire. Cinq engagements majeurs devront se retrouver dans le discours du Trône, sinon le gouvernement sera renversé. C'est ce qu'on appelle brûler ses vaisseaux. Quels engagements? D'abord, éliminer le pouvoir fédéral de dépenser. Rien de moins! Ensuite, respecter rigoureusement le Protocole de Kyoto.

De plus, promettre le maintien du système de gestion de l'offre en matière agricole et accorder des mesures fiscales aux travailleurs affectés par la crise forestière.

Enfin, retirer les troupes d'Afghanistan, en février 2009. Et tout cela est, comme dit le chef, non négociable. C'est à prendre où à laisser.

Perplexité

On demeure perplexe et décontenancé devant une approche aussi "obélixienne". Comment Gilles Duceppe peut–il se lancer ainsi dans un assaut frontal contre le gouvernement Harper, sans la moindre position de repli, alors que son parti est sorti pas mal amoché des dernières élections complémentaires? Comment peut–il ignorer superbement que, dans Roberval–Lac–Saint–Jean, le Bloc a essuyé une sacrée dégelée? Dans ce bastion de Michel Gauthier, jugé longtemps imprenable, le décrochage de l'électorat, sérieusement amorcé à l'élection générale, s'est transformé en défection massive.

Ce serait pour le moins pertinent, non pas d'occulter cette déplaisante réalité, mais de réfléchir et de tenter de comprendre ce qui est advenu. D'abord, il convient de prendre acte] même si cela est très désagréable – que les électeurs ayant soutenu Denis Lebel sont, dans une large proportion, des citoyens qui ont déjà voté pour le Bloc et étant des souverainistes convaincus. C'est une vérité difficile à digérer, mais c'est ainsi. Cela signifie que beaucoup d'électeurs se sont interrogés et s'interrogent sur l'utilité et la raison d'être de la présence du Bloc sur la scène fédérale.

Meech

Il faut toujours se rappeler que le Bloc québécois est né dans les soubresauts de l'échec de Meech et dans une perspective référendaire. Tous les souverainistes considéraient alors comme bénéfique, après un référendum gagnant, la présence, au parlement fédéral, d'une cohorte de députés ayant pour mission de surveiller le bon déroulement des négociations sur l'accession à la souveraineté. Le référendum s'est soldé par une défaite pour le camp du Oui; de plus, les libéraux, arrogants et centralisateurs, ont été évincés du pouvoir. Que cela nous plaise ou non, il n'y a pas de prochain référendum à l'horizon. Alors, qu'advient–il du Bloc? Il s'est en quelque sorte intégré au système et il s'est mis à jouer un rôle, je dirais très classique, de "loyale opposition de Sa Majesté". Le Bloc se préoccupe donc de la mission afghane, du Protocole de Kyoto, du registre des armes à feu, de gestion de l'offre, de crise forestière, bref, il accomplit une besogne d'opposant que les autres partis assument également.

Comme la plupart de ses positions se situent résolument à gauche, il occupe la même niche que le parti socialiste du Canada, soit le NPD. Il y a donc double emploi de ce côté de l'échiquier politique. La mission afghane en est un bel exemple. Le Bloc, comme le NPD, croit, selon son dernier dépliant, que la "misère, l'injustice, l'absence de démocratie et le désespoir, sont des terreaux fertiles pour le terrorisme". Voilà un dérisoire bla–bla qui illustre bien l'incompréhension totale de la véritable nature du terrorisme islamiste, qui est d'abord et avant tout une frénésie violente d'essence idéologique et religieuse n'ayant rien à voir avec la misère où le désespoir. Allô, le Bloc, la Djihad, ça vous dit quelque chose?

Le Bloc doit–il se faire hara–kiri, comme le RIN autrefois? Bien sûr que non! Il est trop tard depuis longtemps pour ce genre d'opération.

Cette question aurait dû être tranchée au lendemain du référendum perdu de 1995. Comme ce débat n'a jamais eu lieu, le Bloc est toujours là et il s'apprête à renverser le gouvernement. Or, il est loin d'être assuré que son électorat va le suivre dans cette manoeuvre risquée.

Grande−Anse : la Réserve navale a manqué le bateau

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Éditorial
PAGE:	10
BYLINE:	Néron, Carol
WORD COUNT:	540

L'information est presque passée inaperçue, lundi, en page 3 du Quotidien. Un court texte en bas d'une photo montrant un Zodiaque en pleine action sur le Saguenay, à la hauteur de la rivière du Moulin, précisait que la Réserve navale effectuait des manoeuvres destinées à tester ses capacités d'intervention rapide.

Ainsi, dans le cadre d'Atlas 07, des marins tentaient de récupérer, selon l'expression consacrée, "un homme à la mer". Ils simulaient également l'évacuation de blessés... A cet égard, rien de très "glamour", si l'on peut dire. Le Capitaine Crochet fait mieux!

Par contre, l'arraisonnement d'une embarcation, par suite d'un appel à la bombe, figurait au menu de cet exercice. De manière générale, enfin, tout ce mini branle−bas de combat visait la mise en place éventuelle d'un "plan de défense portuaire". Voilà qui, dans le contexte actuel, est résolument plus digne d'intérêt.

Car, la Réserve navale a effectué cette sortie un peu moins de deux semaines seulement après le coup d'éclat de Greenpeace au port de Grande−Anse. Ça ne vous dit rien? Décidément, la coïncidence est étrange. En fait, les deux événements sont liés.

Ridicule

Avec le recul, on peut affirmer, en effet, que les autorités portuaires ainsi que tous les éléments chargés d'assurer la sécurité des biens et des personnes, sur le Saguenay et dans ses environs immédiats, se sont ridiculisés avec l'incursion du commando d'écologistes à Grande−Anse. Un jugement d'autant plus sévère que la direction des installations portuaires était très fière d'annoncer, il y a moins de deux ans, qu'elle répondait aux normes internationales de sécurité. Celles−ci sont reconnues, disait−elle, pour leur grande sévérité et leur étanchéité.

En ces temps où n'importe quel complexe industriel, immobilier ou militaire, est susceptible, en Occident, d'être la cible d'un attentat terroriste, le navire de Greenpeace s'est rendu sans coup férir dans un port, Grande−Anse, situé à un jet de pierre d'une base opérationnelle du NORAD, Bagotville. La Garde−Côtière, la GRC, évidemment les policiers municipaux, ne sont pas intervenus. Après tout, nous sommes en pleine saison des bateaux de croisière et l'Afghanistan est tellement loin!

Pourtant, l'intrus aurait pu être sous le contrôle de terroristes expérimentés d'Al−Quaïda ou d'une bande d'excités ayant improvisé un attentat après s'être appropriés de façon violente les couleurs du groupe écologiste.

Un peu de paranoïa,

ça aide à survivre

Paranoïa, dites−vous? Peut−être... De nos jours, il est préférable, toutefois, d'entretenir ce sentiment, quitte à se faire pointer du doigt. Personne ne tient à être confronté à l'action véritable, on voit ce que cela donne ailleurs.

Il y a des coups de pied au derrière qui se sont perdus avec le coup de force médiatique et réussi de Greenpeace. La Réserve navale a manqué le bateau, elle tente de se rattraper. C'est toujours cela de pris.

Les corps policiers affectés à tous les niveaux d'intervention, même ceux de la Base de Bagotville, ne sont guère logés à meilleure enseigne.

Alors qu'il est devenu à toutes fins utiles impossible de monter à bord d'un avion commercial avec, dans ses poches, une simple lime à ongles ou, même, une bouteille d'eau, Grande−Anse, un port où transitent à l'occasion de gros chargements d'explosifs et de produits chimiques, accueille à bras ouverts n'importe quel bateau étranger. Le pavillon fait foi de tout, surtout celui de Greenpeace! Avouez qu'il y a de quoi être inquiet.

Hekmat et son peuple

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.03
SECTION: Mission Canadienne
PAGE: 6
DATELINE: KABOUL
ILLUSTRATION: Repas traditionnel afghan.
WORD COUNT: 588

(LT) – Le convoi traverse Kaboul à vive allure et s'immobilise dans une rue sombre. Des gardes armés de fusils d'assaut AK–47 nous souhaitent la bienvenue au Centre d'études sur les conflits et la paix en Afghanistan dirigé par Hekmat Karzai, le cousin du président Hamid Karzai.

Le moment était attendu surtout que le cousin vise une carrière politique. Il n'a pas langue de bois. Rapidement, il a convenu que le terrorisme en Afghanistan n'était pas le fruit des Afghans, mais bien de personnes de l'Arabie saoudite et du Pakistan. C'est aussi le fait de très jeunes hommes qui passent par des camps de réfugiés à qui on lave le cerveau. Un jeune de 14 ans a agi de la sorte il n'y a pas si longtemps. Son père l'ignorait.

Il arrive aussi que les talibans offrent des sommes d'argent intéressantes à des personnes dont les familles sont très pauvres pour commettre des actes terroristes. La culture des bombes vivantes n'est toutefois pas une affaire afghane. Selon Hekmat Karzai, jamais, dans le passé, une telle arme n'a été utilisée.

Cette rencontre a aussi permis de connaître une autre facette de cette culture mystérieuse et particulièrement intéressante. Hekmat Karzai a beaucoup parlé de son peuple et de ses traditions de même que des difficultés qu'il a traversées au cours des 30 dernières années. Et cela, sans jamais s'apitoyer et en assurant que l'aide de la coalition allait permettre de se sortir de cette guerre et de la violence. Il est au courant du débat qui fait rage au Canada concernant la possibilité que les militaires se retirent.

D'ailleurs, il s'est adressé aux familles : "Je comprends bien ce qu'elles vivent puisque nous avons subi aussi des pertes au cours des dernières années", a insisté notre hôte.

Dans le livre "Le libraire de Kaboul", l'auteur fait état de l'extrême misère dans laquelle vit la population ainsi que de la grande rareté des produits. Hekmat Karzai soutient que cette période coïncidait avec les lendemains de la guerre. Il est vrai qu'en circulant dans les rues de la capitale, on aperçoit de nombreux marchés publics remplis de fruits et légumes.

Repas traditionnel

Notre hôte a servi un repas traditionnel afghan. Tous les convives étaient assis sur le sol. L'agneau, les légumes, le yogourt (utilisé comme sauce) et tous les autres aliments étaient savoureux.

Nous étions ravis d'autant plus que nous avions dû nous contenter, le midi, du fameux "box lunch" servi dans le Hercule C–130 et que nous étions levés depuis 5 h le matin.

Kandahar

Actuellement, nous poursuivons notre visite de Kaboul. D'ici à quelques jours, notre groupe devrait arriver à Kandahar. A partir du moment où nous nous trouverons au camp canadien, il sera alors possible de rencontrer

plusieurs militaires originaires du Saguenay−Lac−Saint−Jean.

Mon objectif est de rencontrer beaucoup de personnes de la région... sans favoriser tous les Tremblay qui doivent être identifiés par les trois derniers chiffres de leur numéro d'assurance sociale tellement ils sont nombreux!

Kaboul est peut−être une ville sécuritaire, selon les évaluations du gouvernement canadien, mais les militaires ne laissent rien passer. Nous voyageons dans des véhicules blindés. Au cours de nos déplacements, le port du gilet pare−balles est obligatoire.

Armée canadienne

Notre voyage est organisé par l'armée canadienne qui assume une partie des coûts. Pour des raisons de sécurité, nous avons pris des engagements concernant la publication d'informations sur des événements à venir. Nous traitons de ce qui est passé. Cependant, les textes et photographies que nous transmettons ne sont pas soumis à des vérifications. o

"Un progrès exceptionnel dans tous les domaines"

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Mission Canadienne
PAGE:	6
BYLINE:	Tremblay, Louis
PHOTO:	(Photo Louis Tremblay)
DATELINE:	KABOUL
ILLUSTRATION:	SÉCURITÉ – Comme on pouvait s'y attendre, l'entrée del'ambassade canadienne en Afghanistan est bien gardée.
WORD COUNT:	577

A peine Kaboul venait–elle d'être frappée par un troisième attentat terroriste en trois jours que l'ambassadeur du Canada dans la capitale afghane, Arif Lalani, affirmait que la situation dans ce pays ravagé par 30 ans de guerre était meilleure qu'avant, y incluant la sécurité.

A ceux qui lui faisaient remarquer cette montée de violence, l'ambassadeur répondait qu'il s'agissait d'une fausse impression. "Les explosions, c'est toujours ce qui fait la une. On ne voit pas les améliorations ailleurs dans le pays", a constaté le représentant du gouvernement canadien, convaincu que le Canada joue un rôle de leader au sein de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (FIASA).

Encore hier, des terroristes ont fait sauter un autobus avec à son bord des membres de la police nationale afghane. Depuis vendredi, les attentats visent les policiers et les militaires afghans.

Devant un groupe de journalistes canadiens de passage à l'ambassade quelques heures après les événements, M. Lalani a tracé un portrait de la situation actuelle par rapport à ce qui existait avant. "C'est difficile à évaluer mais il y a eu un progrès exceptionnel dans tous les domaines", a–t–il enchaîné.

L'ambassadeur comprend que, pour le citoyen canadien, il n'est pas aisé de porter un jugement sur la situation du pays depuis l'intervention de la coalition.

Par exemple, il fait savoir que des enfants retournent à l'école et que la sécurité s'améliore. A cela s'ajoute une amélioration de la situation économique dans le pays.

Avis partagé

La région de Kaboul n'est pas la seule à être plus sécuritaire. Depuis trois ans, l'ambassadeur se rend dans la région de Kandahar. Et, chaque fois, il constate que du travail a été accompli et que la situation a changé.

Toutefois, tous les soldats basés sur les positions avancées dans le sud, dont au moins un officier supérieur, ne partagent pas son point de vue. Ils considèrent que le maintien de la sécurité, dans la province de Kandahar, fait du surplace et que chaque pouce de terrain gagné risque d'être perdu facilement s'ils n'occupent pas les lieux. Par contre, les militaires constatent que les Afghans ont amélioré leurs conditions de vie et qu'ils profitent donc de la présence de la mission.

"C'est vrai que le progrès n'est pas aussi rapide qu'on le voudrait. Le processus semble lent, mais il faut regarder d'où on est parti et où on est rendu aujourd'hui", a répété à quelques reprises l'ambassadeur, visiblement conscient que les Canadiens désapprouvent de plus en plus la mission en Afghanistan.

Concernant une éventuelle fin de mission en février 2009, M. Lalani a indiqué que la présence en Afghanistan était un engagement international pour le Canada. Il a attiré l'attention des journalistes sur le leadership du pays dans cette mission et sur le fait que le Canada est le quatrième à contribuer aux différents programmes de reconstruction et d'amélioration de la gouvernance. Et cela, en plus de combattre les talibans dans la province la plus dangereuse de ce pays.

Quant à savoir si le moment était approprié pour que les militaires canadiens soient déplacés dans une autre province (moins dangereuse) que Kandahar, l'ambassadeur a esquivé la question. Il s'est contenté d'expliquer qu'il y avait des discussions avec les partenaires de l'OTAN sans en révéler le contenu.

Enfin, le projet du député Denis Coderre de se rendre en Afghanistan par ses propres moyens a été transmis au personnel de l'ambassade du Canada. L'ambassadeur a laissé entendre que cela regardait le député libéral, sans plus s'étendre sur le sujet. o

Coderre interdit sur la base de Kandahar; Le ministre de la Défense aurait ordonné de ne pas le laisser entrer

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 29
SOURCE: La Presse
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 550

Le critique de l'opposition en matière de défense, Denis Coderre, risque de se heurter à une barrière close à la base canadienne de Kandahar en Afghanistan lors de la mission d'information qu'il s'apprête à entreprendre ces jours−ci au nom du chef de son parti, Stéphane Dion.

Selon des sources qui ont requis l'anonymat, le cabinet du ministre de la Défense, Peter MacKay, aurait ordonné au commandement canadien à Kandahar de ne pas laisser entrer le député de Bourassa sur la base lors de sa prochaine visite.

Au cabinet du ministre, un porte−parole n'a pas voulu confirmer ou infirmer cette information à La Presse, se contentant de dire que le cabinet du ministre n'avait reçu aucune demande de visite à Kandahar de la part de l'opposition.

"Dans ce contexte, a affirmé le porte−parole, la question de l'entrée du député de Bourassa sur la base de Kandahar est une question hypothétique."

Denis Coderre, dans une entrevue à La Presse, a déclaré hier que l'hostilité du gouvernement Harper à sa mission ne l'empêcherait pas de partir.

"J'ai mes billets d'avion et tous mes arrangements sont faits. Je vous annonce que je vais là−bas dans le but précis de préparer une visite future de mon chef Stéphane Dion", a−t−il confié.

"Pour le bien−être de la démocratie, a−t−il ajouté, il est essentiel que tous les membres de l'opposition affectée à la fonction de critique de la Défense puissent être présents un jour ou l'autre en Afghanistan. Il y a une question de devoir là−dedans. Il est important d'aller sur le terrain."

Au cabinet du ministre MacKay, la visite de Denis Coderre en Afghanistan semble être d'un grand embarras.

Le directeur des communications du ministre, Daniel Dugas, affirme que le député de Bourassa n'a pas averti le cabinet de ses intentions et de ses plans. M. Coderre affirme, de son côté, qu'il a envoyé une lettre le 25 septembre dernier au ministère des Affaires étrangères pour faire part de sa décision de voyager en Afghanistan. Un porte−parole au cabinet du ministre Bernier n'a pas rappelé La Presse hier à ce sujet.

"M. Coderre ne nous a même pas dit s'il y allait, a déclaré M. Dugas. C'est pathétique. S'il y va, allons−nous ouvrir la barrière? Il faudrait d'abord qu'il nous informe pour voir ce qu'on peut faire."

M. Dugas a rappelé qu'habituellement les voyages des parlementaires étaient gérés par les comités des Communes. "Il n'y a pas de comité en ce moment. La session est prorogée. De plus, M. Coderre était critique en matière de Défense le 18 janvier dernier et le comité de la Défense nationale a visité l'Afghanistan le 23 janvier suivant. Il n'y est pas allé. Maintenant, on ne peut pas gérer des voyages individuels pour les parlementaires. Il y a beaucoup de questions de sécurité et M. Coderre l'a reconnu à l'époque en comité. Aujourd'hui, il a changé d'avis."

Selon M. Coderre, c'est la position du Parti libéral sur l'Afghanistan qui dérange les conservateurs plutôt que sa visite à Kandahar.

"Nous croyons au devoir d'intervention d'un pays afin d'aider des peuples dans le besoin, explique–t–il. Je crois au multilatéralisme, moi qui fus ministre de l'Immigration. Il est essentiel que l'on puisse aller chercher le maximum de faits sur le terrain et cela non seulement pour dire que nous appuyons les troupes de façon inconditionnelle mais aussi pour voir comment fonctionne nos efforts de défense, de diplomatie et de développement les fameux 3D."

Bernier exorte la communauté internationale à s'impliquer davantage

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 29
SOURCE: La Presse
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 215

Dans son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Maxime Bernier, a exhorté hier la communauté internationale à s'impliquer davantage en Afghanistan.

M. Bernier a d'ailleurs demandé à l'ONU de créer un poste d'envoyé spécial pour l'Afghanistan.

Le chef de la diplomatie canadienne a estimé que la nomination d'un tel émissaire spécial permettrait d'attirer l'attention du monde entier sur les efforts de l'OTAN dans ce pays, de fournir de nouveaux appuis au président afghan Hamid Karzaï et d'améliorer la coordination des efforts de développement consentis par plusieurs nations.

La proposition du ministre des Affaires étrangères du Canada a d'ores et déjà reçu la bénédiction du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki−moon, et de pays tels la France, la Norvège, l'Espagne et les États−Unis.

Le ministre Bernier a affirmé qu'aucun pays ne pouvait parvenir seul à soulager l'Afghanistan de ses maux, envoyant implicitement le message à la communauté internationale et à l'OTAN que le Canada avait fait largement sa part dans ce pays et qu'il était peut−être temps de penser à la relève.

"Aucun pays ne peut faire cela seul, a déclaré Maxime Bernier à la tribune de l'Assemblée générale. Cela implique des décisions du Conseil de sécurité. Nous devons travailler ensemble, nous devons travailler en partenariat avec le gouvernement d'Afghanistan ainsi qu'avec nos amis et alliés."

Un Afghan tué accidentellent par des soldats canadiens

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 29
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 259

Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte−parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent." A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré.

"Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible", a indiqué Mme Bilodeau.

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères.

Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'ils partent patrouiller la province.

En février, deux civils ont été tués par des soldats canadiens dans des circonstances similaires à celles d'hier.

Le look "armée"

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 7
BYLINE: Plante, Louise
WORD COUNT: 181

Ce n'est pas tout de se rendre en Afghanistan avec les Forces armées canadiennes, encore faut−il avoir le look. Le bon look, s'entend.

Comme il fait autour de 30 degrés à Kaboul ces jours−ci, vous vous félicitez de ne pas avoir encore rangé votre garde−robe d'été pleine de petits pantalons corsaire et chemisettes sans manches ou à manches courtes. Vos sandales de marche, pensez−vous, seront parfaites.

Grossière erreur. Les premiers communiqués du service des communications vous avisent que dans chacune de vos sorties hors de la base, il vous faudra pantalons longs, chemises avec bouton au collet, manches longues et, très important, de solides bottes.

Il faut préférer la couleur kaki ou des couleurs discrètes, ce qui achève d'éliminer le peu de vêtements que vous pouviez trouver dans vos tiroirs.

Le chapeau est obligatoire (tient pourquoi pas le chapeau Gilligan, porté par l'équipe du Nouvelliste lors du dernier Relais pour la vie?), les verres fumés, la crème solaire, la veste anti−éclats, le casque de kévlar et pour garnir le tout, un voile! Hé! Chez les Afghanes, on fait comme les Afghanes.

Une photo? N'y pensez même pas!

Voir Kaboul...

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 7
BYLINE: Plante, Louise
PHOTO: Photo: Assocation France−Presse
ILLUSTRATION: Kaboul rappelle davantage l'Afrique qu'une capitale d'Asie.On y voit des gens vivant dans de petites masures construites de bric et de broc. Signe qu'on est bien en Asie, les hommes s'accroupissent par terre, en petit bonhomme, pour bavarder ou attendre un transport. Les femmes sont toutes voilées, mais certaines montrent leur visage. Les grandes burkas bleues sont de plus en plus rares mais toujours présentes.
WORD COUNT: 562

Enfin, on y est ! Partis vendredi dernier, nous voilà enfin à Kaboul, but de notre voyage. Enfin, un des buts. Les autres, je ne peux encore vous en parler. Je pense que ceux qui suivent ces chroniques depuis le début ont compris que l'armée canadienne fixe souvent des conditions. La plus importante est de toujours écrire au passé, jamais au futur.

Nous sommes donc entrés à Kaboul ce matin après un hallucinant voyage, à bord d'un Hercule, qui s'est très bien déroulé si on considère qu'être assis dans des espèces de filets, les genoux collés sur ceux de son voisin d'en face, peut constituer un bon voyage. La mauvaise réputation de ces avions est nettement surfaite. On y est presque plus confortable que dans un Airbus. Les atterrissages, par contre, sont tels qu'on me les avait décrits, brusques et brefs. Comme je portais une veste pare−balles et le casque de kevlar, j'ai perdu l'équilibre pour atterrir sur mon voisin de droite, le journaliste du Quotidien, Louis Tremblay.

Sans blague, ces vestes nous donnent l'impression d'être une tortue. Une collègue de Winnipeg en a d'ailleurs fait involontairement la démonstration en tentant de charger son sac à dos par−dessus. Elle est tombée carrément par en arrière, incapable de se relever.

Mais revenons à Kaboul. La ville est certes dépaysante mais on ne peut la qualifier d'exotique dans le sens habituel du terme. Une fine couche de poussière reste toujours en suspens en l'air. Tout est marron. L'Afghanistan est un pays du tiers−monde, sa capitale aussi. Elle rappelle davantage l'Afrique qu'une capitale d'Asie. On y voit des gens vivant dans de petites masures construites de bric et de broc. Signe qu'on est bien en Asie, les hommes s'accroupissent par terre, en petit bonhomme, pour bavarder ou attendre un transport. Les femmes sont toutes voilées, mais certaines montrent leur visage. Les grandes burkas bleues sont de plus en plus rares mais toujours présentes.

Chemin faisant vers la base canadienne, on croise des charettes chambranlantes tirées par des ânes minuscules. On aperçoit aussi souvent des vieillards à la longue barbe immaculées, coiffés d'un petit chapeau rond blanc, toujours lancés dans ce qui semble des discussions très importantes.

Bien sûr, il y a les montagnes. Elles sont au coeur de la ville. Des montagnes arides sans végétation. La nuit, on y voir luire des milliers de lumières jaunâtres ou bleutées, voilées elle aussi par la poussière en suspens, ce qui donne à la ville un air étrange.

On raconte que Kaboul est si insalubre que dans l'air qu'on y respire, se trouve de la poussière d'excréments.

Le capitaine Jean−François Morin, de Saint−Alexandre−de−Kamouraska, qui conduisait notre convoi blindé, a raconté qu'il lui arrivait de voir des gens s'installer sans gêne sur le bord du chemin pour faire... enfin vous savez quoi.

Mais cela dit, la ville a aussi son charme, de beaux jardins, des minarets d'où vient l'appel à la prière plusieurs fois par jour et des chantiers de construction, comme la superbe coupole de l'université islamique de Kaboul, des indices qui montrent bien que la ville est en marche.

Malheureusement on n'a pu rencontrer de Mauriciens ici à Kaboul au camp Souter, mais je compte me reprendre très bientôt, dans cette ville dont je ne peux encore vous parler.

Je vous laisse pour aller dormir, en espérant ne pas avoir à utiliser l'abris anti−bombe qui se trouve près de nos chambres.

Tout va bien à Kaboul!

PUBLICATION:	Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	Plante, Louise
PHOTO:	Photo Louise PLante Photo Louise PLante Hekmat Karzai,directeur du Centre pour la paix et de recherche sur les conflits.
DATELINE:	Kaboul
ILLUSTRATION:	C'est autour d'un agréable et copieux souper typiquementafghan, servi par terre alors que les médias prenaient place sur des coussins, qu'Hekmat Karzai a expliqué son point de vue.
WORD COUNT:	520

C'est à n'y rien comprendre, pour des Canadiens du moins. Que ce soit l'ambassadeur du Canada en Afghanistan, Arif Lanani, le secrétaire du niveau américain du ministre des Affaires étrangères de l'Afghanistan, Khaled A. Zekriya, ou Hekmat Karzai, du Centre d'étude pour la paix et de recherche sur les conflits, (cousin du président Karzai), tous affirment que tout va beaucoup mieux en Afghanistan et même à Kaboul.

La déclaration a de quoi surprendre compte tenu que depuis cinq jours, on compte trois attentats à Kaboul, dont un le jour même de la rédaction de cet article. Cette fois−ci, il s'agit de 12 policiers. Deux enfants y sont également restés.

Hekmat Karzai, qu'on peut décrire comme un intellectuel mais aussi un futur politicien, (c'est dans la famille, assure−t−il) est particulièrement volubile sur le sujet de la reconstruction de son pays. C'est autour d'un agréable et copieux souper typiquement afghan, servi par terre alors que les médias prenaient place sur des coussins, qu'il a expliqué son point de vue. L'homme ne manque pas d'arguments, et surtout, il est habitué de les servir à des audiences des quatre coins du monde, où il est régulièrement invité à expliquer la situation afghane.

Rien ne fait plus fulminer le cousin du président que d'entendre de faux spécialistes de l'Afghanistan débiter des âneries sur son pays. L'homme ne parle pas la langue de bois. Oui, il y a des bombes, oui, elles sont plus dangereuses qu'avant mais il défie qui que ce soit de lui prouver que la Kaboul de son enfance était meilleure qu'aujourd'hui alors qu'on y fait des affaires et qu'on peut s'y instruire.

Il a aussi son idée sur la nationalité des terroristes qui se font exploser avec ces bombes et au sujet desquels on spécule beaucoup. En plus de quelques étrangers des pays voisins, il avoue qu'il croit que s'y trouvent quelques Afghans d'origine, élevées en exil, en Arabie saoudite ou au Pakistan comme il en existe des milliers et qui reviennent au pays transformés en bombe vivante après avoir été programmés par des extrémistes religieux. "Alors, dans un sens, c'est vrai lorsque des gens disent que les attentats ne sont pas dans la mentalité afghane."

Par ailleurs, M. Karzai estime que si depuis quelques mois les Talibans s'en prennent aux soldats de l'armée afghane et à la nouvelle police au lieu de pauvres paysans terrorisés, c'est qu'ils y voient deux des trois éléments essentiels (avec une bonne gouvernance) qui relanceront l'Afghanistan. Comme l'armée s'est améliorée et que la police semble prendre le même chemin, même si on s'y est attaquée très tard, les Talibans y verraient une dangereuse menace.

Le directeur du centre pour la paix était d'ailleurs accompagné de deux collaborateurs qui ont été chargés d'analyser et documenter très rapidement les explosions qui surviennent à Kaboul et d'en faire rapport dans la journée à toutes les institutions intéressées par ce genre d'information. Ils venaient tout juste de terminer le travail concernant "l'attentat du jour".

Les militaires canadiens ne doivent pas partir en 2009

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 6
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 280

(LP) − Hekmat Karzai espère que le Canada ne reprendra pas ses billes en 2009 et continuera à travailler comme il l'a fait jusqu'à maintenant.

Le cousin du président de l'Afghanistan dit citer souvent le Canada en exemple pour la formation qu'il donne aux gens déployés en Asie centrale sur la réalité culturelle du pays. De cette façon, toute la bonne volonté des Canadiens n'est pas réduite à néant à la suite d'une malheureuse bourde.

Comme ces deux soldats qui, croyant bien faire, ont enterré deux Afghans alors qu'une caméra filmait. Une gaffe pareille suffit à dresser rapidement la population contre ceux qu'elle considère déjà à tort ou à raison comme des occupants.

Bien au fait qu'en Amérique du Nord, les opposants à l'aide à l'Afghanistan aiment répéter que de toute façon on ne réussira jamais à faire de l'Afghanistan un pays uni, il répond fermement que l'Afghanistan est un état nation depuis des centaines d'années déjà et que si ce n'était pas le cas, le pays n'aurait pu survivre à l'occupation soviétique.

Enfin, M. Karzai croit que si le Canada se retire en février 2009, il perdra sa crédibilité sur le plan international. La chose, dit−il, serait d'autant plus dommage que le Canada comprendrait bien la structure des tribus de l'Afghanistan, ce qui est plutôt rare dans les pays de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Bien qu'il admette que la solution n'est pas pour demain, Hekmat Karzai dit pourtant la connaître. La démocratie. C'est uniquement en se faisant élire démocratiquement que les talibans pourront prétendre former un gouvernement ou en faire partie, soutient−il. "Mais à ce jour, les talibans ne sont pas structurés politiquement."

Duceppe et la bien drôle d'époque...

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.03
SECTION: Forum
PAGE: 22
BYLINE: Jury, Pierre
WORD COUNT: 643

Rarement en politique fédérale canadienne aura–t–on vu une période aussi inhabituelle alors que personne ne semble vouloir en découdre avec un Parti conservateur nettement fatigué après à peine 20 mois au pouvoir.

Les conservateurs avaient hâte de prendre le pouvoir en janvier 2006, après 13 années dans les banquettes de l'opposition. Et pour montrer qu'ils avaient de l'énergie à revendre, l'équipe de Stephen Harper s'est dépêchée de réaliser les cinq grandes priorités qui l'avaient porté au pouvoir.

C'était impressionnant de voir un gouvernement tenir ses promesses électorales... mais peu se doutaient que cette bande s'essoufflerait si rapidement.

Vingt mois plus tard, elle se retrouve sans programme, sans mission, sans fil directeur pour canaliser sa pensée politique. Aussi se contente–t–elle de s'approprier les positions des autres en les adaptant à la sauce conservatrice : un Canada plus vert (mais pas trop, pour ne pas perturber l'économie), la présence de soldats canadiens en Afghanistan au–delà de février 2009 (seulement avec l'assentiment de la Chambre), etc.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent la prorogation de la session parlementaire et la lecture d'un nouveau discours du Trône, dans deux semaines. Normalement, les conservateurs devraient tenter d'y trouver une nouvelle légitimité, une nouvelle raison d'être.

L'ironie du sort, c'est qu'ils en ont le temps. Personne ne le talonne trop. Oh, si, pour la forme, bien sûr. Gilles Duceppe leur a servi un ultimatum au sortir d'une rencontre du Bloc québécois, le mois dernier. Le chef néo–démocrate Jack Layton, fier de la victoire de Thomas Mulcair au Québec – une première victoire pour le NPD dans la Belle Province depuis 1990 –, exige toujours le retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan. Et Stéphane Dion, a suffisamment de problèmes à rebâtir le Parti libéral fédéral pour trop se soucier de dire le contraire des conservateurs.

C'est dans cette cacophonie politique qu'a coulée, hier, la rumeur selon laquelle M. Duceppe songerait à démissionner... après les prochaines élections fédérales.

Si tel est le cas, ce serait vraiment maladroit de sa part d'avoir ébruité ses intentions – ce qu'il a nié avec véhémence, hier, et ce qui vraisemblablement n'a pu se passer. Gilles Duceppe fraye dans les milieux politiques depuis trop longtemps, il est député depuis trop longtemps (1990) et chef depuis trop longtemps (1997) pour ignorer qu'un chef doit paraître fort et bien en maîtrise de ses troupes aux abords d'une élection. Et qu'une élection pourrait être déclenchée à tout moment. Pas question alors de laisser transpirer le moindre vacillement.

C'est pourquoi le dévoilement de cette rumeur à ce moment–ci n'est pas vraiment plausible. Sauf dans la tête de quelques adversaires de M. Duceppe, peut–être même au sein de son propre parti.

Ce qui ne veut pas dire qu'au lendemain de la prochaine élection, elle ne sera pas plus crédible que jamais. Parce que toutes les raisons évoquées hier seront encore plus vraies au fur et à mesure que les mois et les

années passent. Gilles Duceppe a 60 ans et ses longs états de service lui ont garanti une généreuse pension du fédéral (ce que les fédéralistes se plairont à attaquer). Qu'aurait–il à gagner à s'accrocher encore pendant des années ? Parce que son éphémère migration à la barre du Parti québécois, au printemps dernier, est venue miner une partie de l'autorité morale dont il jouit sur ses troupes. Parce que le Bloc sous Gilles Duceppe n'a jamais réussi à se trouver un thème mobilisateur, hormis le scandale des commandites, un cadeau du ciel en politique. Et ça, ça finit par le rattraper. Il commence à sonner comme un vieux disque usé, condamné à répéter les mêmes arguments, les mêmes slogans.

En ce sens, du renouveau au sein du Bloc québécois – qui irait jusqu'à questionner la pertinence de poursuivre l'aventure souverainiste sur la scène fédérale ? – est souhaitable.

Quant à la rumeur, elle n'est sans doute que prématurée.

pjury@ledroit.com

Éditorialiste

Bernier demande de l'aide

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.03
SECTION: Manchette
PAGE: 2
SOURCE: LA PRESSE CANADIENNE; Nations Unies
PHOTO: La Presse Canadienne
ILLUSTRATION: Le ministre fédéral Maxime Bernier
WORD COUNT: 275

S'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies, mardi, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a défendu l'effort canadien en Afghanistan, tout en demandant l'aide de la communauté internationale et l'envoi d'un émissaire spécial de l'ONU dans ce pays.

M. Bernier a fait valoir que la démocratie, la stabilité politique, la dispensation de services de santé et d'éducation et l'activité économique étaient impossibles dans un climat de terreur de chaos et d'anarchie.

Le ministre a cependant ajouté qu'aucun pays ne pouvait accomplir la tâche à lui seul, indiquant que les organisations internationales, incluant l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale devaient soutenir l'effort.

Maxime Bernier a fait valoir que le Canada avait accru ses efforts militaires, humanitaires et diplomatiques en Afghanistan et avait appuyé la résolution 1776, qui prolonge la durée de la présence de la force internationale dans ce pays. Il a cependant noté que cette résolution appelle les pays membres de l'ONU à fournir du personnel, de l'équipement et des fonds à la mission et a invité ceux−ci à manifester activement leur appui.

Par ailleurs, Maxime Bernier a demandé aux Nations unies de prolonger la mission de stabilisation en Haïti, mentionnant qu'il s'agit de la plus importante mission du Canada dans les Amériques.

Il a aussi demandé à l'organisme international de se montrer à l'avant−garde des efforts en vue de rétablir la démocratie et les droits de la personne en Birmanie.

Le ministre Bernier a également invité la communauté internationale à démontrer une volonté politique pour trouver de nouvelles solutions afin que cessent les violations inacceptables des droits humains au Darfour et que des conditions soient mises en place pour l'établissement de la paix et de la démocratie au Soudan.

Denis Coderre pourrait se retrouver devant une barrière close à Kandahar

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.03
SECTION: Manchette
PAGE: 2
SOURCE: La Presse
BYLINE: Toupin, Gilles
PHOTO: Archives, La Presse
ILLUSTRATION: Le député libéral Denis Coderre
WORD COUNT: 487

Le critique de l'opposition en matière de défense, Denis Coderre, risque de se heurter à une barrière close à la base canadienne de Kandahar en Afghanistan lors de la mission d'information qu'il s'apprête à entreprendre ces jours−ci au nom du chef de son parti, Stéphane Dion.

Selon des sources qui ont requis l'anonymat, le cabinet du ministre de la Défense, Peter MacKay, aurait ordonné au commandement canadien à Kandahar de ne pas laisser entrer le député de Bourassa sur la base lors de sa prochaine visite.

Au cabinet du ministre, un porte−parole n'a pas voulu confirmer ou infirmer cette information à La Presse, se contentant de dire que le cabinet du ministre n'avait reçu aucune demande de visite à Kandahar de la part de l'opposition. "Dans ce contexte, a affirmé le porte−parole, la question de l'entrée du député de Bourassa sur la base de Kandahar est une question hypothétique."

Denis Coderre, dans une entrevue à La Presse, a déclaré hier que l'hostilité du gouvernement Harper à sa mission ne l'empêcherait pas de partir. "J'ai mes billets d'avion et tous mes arrangements sont faits. Je vous annonce que je vais là−bas dans le but précis de préparer une visite future de mon chef Stéphane Dion", a−t−il confié.

"Pour le bien−être de la démocratie, a−t−il ajouté, il est essentiel que tous les membres de l'opposition affectée à la fonction de critique de la Défense puissent être présents un jour ou l'autre en Afghanistan. Il y a une question de devoir là−dedans. Il est important d'aller sur le terrain."

Au cabinet du ministre MacKay, la visite de Denis Coderre en Afghanistan semble être d'un grand embarras. Le directeur des communications du ministre, Daniel Dugas, affirme que le député de Bourassa n'a pas averti le cabinet de ses intentions et de ses plans. M. Coderre affirme, de son côté, qu'il a envoyé une lettre le 25 septembre dernier au ministère des Affaires étrangères pour faire part de sa décision de voyager en Afghanistan. Un porte−parole au cabinet du ministre Bernier n'a pas rappelé La Presse hier à ce sujet.

"M. Coderre ne nous a même pas dit s'il y allait, a déclaré M. Dugas. C'est pathétique. S'il y va, allons−nous ouvrir la barrière ? Il faudrait d'abord qu'il nous informe pour voir ce qu'on peut faire."

M. Dugas a rappelé qu'habituellement, les voyages des parlementaires étaient gérés par les comités des Communes. "Il n'y a pas de comité en ce moment. La session est prorogée. De plus, M. Coderre était critique en matière de Défense le 18 janvier dernier et le comité de la Défense nationale a visité l'Afghanistan le 23 janvier suivant. Il n'y est pas allé. Maintenant, on ne peut pas gérer des voyages individuels pour les parlementaires. Il y a beaucoup de questions de sécurité et M. Coderre l'a reconnu à l'époque en comité.

Aujourd'hui, il a changé d'avis."

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Manchette
PAGE:	2
SOURCE:	LA PRESSE CANADIENNE
BYLINE:	Moore, Dene
PHOTO:	AP
DATELINE:	KANDAHAR
ILLUSTRATION:	A Kaboul, un attentat−suicide contre un car de policiersafghans a fait au moins 13 morts, dont plusieurs enfants.
WORD COUNT:	481

Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte−parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela ?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis [...] Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent." A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible", a indiqué Mme Bilodeau.

Certaines informations conflictuelles de la part des militaires et de la famille circulaient à la suite de l'incident.

Selon les militaires, un homme de 35 a été tué et un enfant de huit ans a été blessé. La famille affirme plutôt que les victimes étaient deux frères, soit Esmatullah Zia, âgé de 18 ou 19 ans, et Ahmad Zia, âgé de 12 ans.

Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord, porte−parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN. "Cet incident est profondément regrettable."

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères. Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'ils partent patrouiller la province. Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué

Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane.

Attentat meurtrier à Kaboul

D'autre part, un attentat−suicide contre un car de policiers afghans a fait au moins 13 morts, dont plusieurs enfants, hier à Kaboul, selon la police et des témoins. Il s'agit de la deuxième attaque contre un bus des forces de l'ordre en quatre jours.

Les policiers ont repéré l'assaillant avant qu'il ne déclenche sa bombe, mais n'ont pu l'intercepter à temps, a expliqué le chef adjoint de la police, Zalmay Khan.

Le kamikaze a agi à l'avant du bus, dont le toit a été arraché. Des commerces voisins ont été endommagés.

Huit policiers, une mère et ses deux enfants, ainsi que deux autres enfants ont été tués, a annoncé le ministre de la Santé, Mohammad Amin Fatemi. Les enfants étaient âgés de deux à huit ans.

Taxe américaine pour l'Irak; Les démocrates veulent renflouer les programmes nationaux et sont contre la rallonge de Bush

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Le Monde
PAGE:	16
SOURCE:	Associated Press; Agence France−Presse
PHOTO:	Reuters
DATELINE:	Washington
ILLUSTRATION:	Cette petite Irakienne tient la main de sa mère alorsqu'elles prennent part à une manifestation à Bagdad contre le gouvernement qui leur demande de quitter leur logement qui leur avait été octroyé sous Saddam Hussein.
WORD COUNT:	574

Les démocrates américains ont proposé hier de majorer l'impôt sur le revenu afin de financer la guerre en Irak, qui coûte environ 150 milliards $ par an aux États−Unis, au détriment selon eux des programmes nationaux.

L'adoption d'un tel projet semble improbable, mais les démocrates, qui sont redevenus majoritaires au Congrès depuis les élections législatives de la fin 2006, s'emploient depuis plusieurs semaines à mettre les 190 milliards $ prévus en 2008 pour les guerres en Afghanistan et en Irak en regard des 23 milliards $ supplémentaires que la majorité veut investir dans des programmes nationaux. Le président républicain W. Bush a menacé d'opposer son veto à la quasi−totalité de ces projets de dépenses intérieures.

Le projet présenté hier par les représentants David Obey, John Murtha et Jim McGovern prévoit une augmentation de 2 % des impôts des petits et moyens contribuables, a expliqué M. Obey, estimant que le poids financier de la guerre amputerait le budget des "générations futures" en matière d'éducation, de formation professionnelle ou de politique d'économie d'énergie, notamment.

Le représentant Obey a ajouté que les démocrates refuseraient de voter une enveloppe supplémentaire pour la guerre en Irak jusqu'à l'année prochaine. Ils espèrent alors que la pression de l'opinion publique forcera George Bush à changer sa politique en Irak, avant la présidentielle.

Une rallonge impopulaire

Du reste, les Américains sont opposés au vote de l'enveloppe budgétaire pour les guerres en Irak et en Afghanistan, réclamée par le président Bush, selon un sondage publié hier.

Le Sénat américain a voté lundi un budget de 648 milliards $ pour la Défense en 2008, dont quelque 128 milliards $ pour financer les guerres en Irak et en Afghanistan. L'administration Bush avait requis une rallonge pour porter à près de 190 milliards $ le financement des guerres.

Mais 69 % des personnes interrogées estiment que cette enveloppe doit soit être réduite, soit être rejetée par les parlementaires, selon ce sondage Washington Post−ABC news.

Sur le plan intérieur, les Américains soutiennent à 72 % un projet de loi prévoyant une meilleure couverture santé pour les enfants, auquel le président Bush menace d'opposer son veto.

Deux camouflets pour le président américain, dont la cote de popularité s'est stabilisée à son plus bas niveau, à 33 %.

Mais le Congrès recueille aussi globalement un score médiocre.

La cote des démocrates élus au Sénat et à la Chambre des représentants en novembre a baissé à 38 %, en retrait de 16 points depuis avril. Plus de la moitié des Américains (55 %) jugent que les parlementaires ne sont pas allés assez loin dans leur opposition à la guerre en Irak.

En revanche, les Américains sont partagés quant à la stratégie de retrait des troupes américaines de l'Irak, 52 % estimant que le calendrier fixé par Bush est soit satisfaisant, soit trop rapide, tandis que 43 % jugent qu'il est trop lent. Ce sondage a été réalisé par téléphone auprès de 1114 adultes du 27 au 30 septembre avec une marge d'erreur de plus ou moins 3 %.

Retrait de 1000 Anglais

Par ailleurs, le premier ministre de la Grande−Bretagne, Gordon Brown, a annoncé hier que 1000 soldats supplémentaires quitteraient l'Irak avant la fin de l'année. Son homologue irakien, Nouri Al−Maliki, a expliqué que les forces irakiennes prendraient le contrôle de la sécurité dans la province de Bassora, dans le sud, d'ici deux mois.

Gordon Brown a ajouté qu'en se consacrant désormais à la "supervision", l'armée britannique allait pouvoir "ramener (ses effectifs) à 4500" hommes au lieu de 5500 actuellement. Des décisions concernant d'éventuels retraits supplémentaires devront attendre l'an prochain, a−t−il précisé.

Bernier demande de l'aide

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 15
SOURCE: La Presse Canadienne
WORD COUNT: 126

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a réclamé une plus grande "volonté politique" de la part de la communauté internationale afin de stabiliser et de reconstruire l'Afghanistan. Aucun pays ne peut le faire à lui seul, a–t–il déclaré hier dans son premier discours à l'assemblée générale des Nations unies, à New York. Les efforts de la soixantaine de pays et de groupes internationaux sont louables, a–t–il dit, mais la nomination d'un émissaire spécial de l'ONU permettrait d'attirer davantage d'aide et de mieux coordonner le travail à effectuer en Afghanistan, a–t–il fait valoir. Il a aussi réclamé un effort militaire, humanitaire et diplomatique accru en Afghanistan.

Bavure canadienne en Afghanistan; Un civil de 35 ans est tué et un enfant de huit ans est grièvement blessé

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 15
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 270

Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte−parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins, et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela ?" a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent." A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible", a indiqué Mme Bilodeau.

Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord, porte−parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN. "Cet incident est profondément regrettable."

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Maxime Bernier demande de l'aide

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 2
COLUMN: En bref
SOURCE: La Presse Canadienne
WORD COUNT: 126

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a réclamé une plus grande "volonté politique" de la part de la communauté internationale afin de stabiliser et de reconstruire l'Afghanistan. Aucun pays ne peut le faire à lui seul, a–t–il déclaré hier dans son premier discours à l'assemblée générale des Nations unies, à New York. Les efforts de la soixantaine de pays et de groupes internationaux sont louables, a–t–il dit, mais la nomination d'un émissaire spécial de l'ONU permettrait d'attirer davantage d'aide et de mieux coordonner le travail à effectuer en Afghanistan, a–t–il fait valoir. Il a aussi réclamé un effort militaire, humanitaire et diplomatique accru en Afghanistan.

Bavure canadienne en Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.03
SECTION: Actualités
PAGE: 2
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 450

Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte−parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine. "Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins, et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela ?" a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent." A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible", a indiqué Mme Bilodeau.

Certaines informations conflictuelles de la part des militaires et de la famille circulaient à la suite de l'incident.

Selon les militaires, un homme de 35 a été tué et un enfant de huit ans a été blessé. La famille affirme plutôt que les victimes étaient deux frères, soit Esmatullah Zia, âgé de 18 ou 19 ans, et Ahmad Zia, âgé de 12 ans. Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord, porte−parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN.

"Cet incident est profondément regrettable."

Rencontre avec la famille

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères.

Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'ils partent patrouiller la province.

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane.

Des Afghans ont manifesté la semaine dernière contre les soldats étrangers, incluant ceux du Canada, les jugeant responsables de la mort d'une personnalité religieuse et de celle de son frère au cours d'une descente dans la maison d'un insurgé présumé. L'armée canadienne affirme qu'elle n'était pas impliquée dans cet indicent. En février, deux civils ont été tués par des soldats canadiens dans des circonstances similaires à celles d'hier.

Le p.–d.g. de Blackwater défend ses agents de sécurité

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.03
SECTION:	LE MONDE
PAGE:	a7
BYLINE:	Marie Sanz, AFP
PHOTO:	Peter Andrews, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Les agents de Blackwater servent de gardes du corps à despersonnalités en Irak. Sur la photo, Paul Brerner, l'administrateur chargé de l'Irak, était escorté en mars 2004 par ces agents.
WORD COUNT:	484

Washington – Le très discret p.–d.g. de la société privée de sécurité américaine Blackwater, sur la sellette depuis une fusillade sanglante à Bagdad, est sorti de l'ombre hier pour défendre ses agents devant le Congrès américain, affirmant qu'ils avaient «agi de manière appropriée».

Erik Prince, le jeune p.–d.g. de Blackwater, était interrogé devant une commission de parlementaires pour répondre des agissements de ses agents en Irak, soupçonnés d'avoir ouvert le feu sans retenue il y a deux semaines à Bagdad.

Dix Irakiens dont neuf civils ont été tués à Bagdad le 16 septembre au passage d'un convoi diplomatique américain escorté par des employés de Blackwater. Quatre enquêtes sont en cours sur cette fusillade sanglante qui a provoqué la colère des Irakiens. «Toutefois, sur la base de ce que nous savons actuellement», l'équipe de Blackwater «a agi de manière appropriée à tout moment», a–t–il ajouté.

Un rapport du Congrès publié la veille de l'audition relève que Blackwater est impliquée dans près de 200 incidents de tirs en Irak depuis 2005. La firme ne peut que faire usage de la force de façon défensive, selon le contrat de sous–traitance conclu avec le département d'État. Pourtant, le rapport assure que Blackwater a tiré le premier dans plus de 80 % des quelque 200 incidents répertoriés.

Cent quatre–vingt–quinze fusillades impliquant Blackwater sont répertoriées depuis le début 2005 jusqu'au 12 septembre 2007, soit une moyenne de 1,4 incident par semaine. Ces fusillades se sont soldées par 16 victimes irakiennes et 162 cas de biens endommagés.

«Dans 32 de ces incidents, Blackwater a riposté à une attaque, tandis que dans 163 cas, le personnel de Blackwater a été le premier à ouvrir le feu», lit–on dans le rapport de Henry Waxman, un opposant ouvert à la guerre en Irak.

Blackwater a gagné plus d'un milliard de dollars (770 millions d'euros) grâce aux contrats fédéraux depuis 2001, alors qu'en 2001, la société tirait moins d'un million de dollars (770 000) des contrats avec le gouvernement. Le secrétariat d'État a versé plus de 832 millions de dollars (584,6 millions d'euros) à Blackwater entre 2004 et 2006 pour des missions de sécurité, précise le rapport.

M. Prince, qui a fondé la société il y a 10 ans, a estimé être la victime d'«allégations négatives et sans fondement présentées comme la vérité». Ce multimillionnaire de 37 ans, ancien membre des Navy Seal ayant participé à des missions en Bosnie, en Irak et au Proche–Orient, a déclaré «vouloir mettre les choses en perspective». Par ailleurs, le Pentagone a alloué cette fin de semaine un nouveau contrat à une filiale de

Blackwater, Presidential Airways, d'un montant de 92 millions de dollars, pour assurer des missions de transport aérien (passager et cargo) en Afghanistan, au Pakistan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan, selon un communiqué publié dans le site Internet du département de la Défense.

Bavure canadienne en Afghanistan; Bernier demande l'aide des alliés

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.03
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a5
SOURCE: PC
WORD COUNT: 568

Kandahar et Kaboul – Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, hier matin à Kandahar, quand des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement traversait la ville vers 6h45 lorsqu'une motocyclette s'est approchée. Des responsables militaires ont indiqué que le conducteur avait été atteint d'une balle et que son passager avait été blessé.

Mais il a été impossible de savoir si on avait tiré par erreur ou si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité. Les responsables ont précisé que l'incident n'a mis en cause aucun ennemi.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été prononcé. Une enquête sera ouverte pour élucider cette affaire.

Autrement, au moins 13 Afghans, dont huit policiers, ont été tués et 10 blessés hier dans un deuxième attentat suicide commis en moins d'une semaine à Kaboul contre les forces de sécurité afghanes et aussitôt revendiqué par les talibans.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN et la présidence afghane ont condamné séparément dans «les termes les plus fermes» cet acte de «violence insensé» et «inhumain».

L'attaque a été perpétrée à 7h par un kamikaze bardé d'explosifs et visait un autocar de ramassage de policiers dans un quartier ouest de Kaboul, a précisé le général Alishah Paktiawal, chef de la police criminelle.

Un attentat identique avait visé samedi en plein Kaboul un autobus de ramassage de soldats, tuant 30 personnes, en majorité des militaires. Les deux attentats ont été aussitôt revendiqués par les talibans.

Selon plusieurs témoins, l'arrivée d'un des suspects aux abords du véhicule visé a suscité la méfiance d'un colonel, qui a voulu le neutraliser en tirant sur lui. Même blessé, le kamikaze a réussi à actionner sa bombe.

Un habitant du quartier, Atiqullah, 28 ans, a déclaré avoir «entendu une terrible explosion». «C'était une scène terrible, inimaginable, avec du sang, des os et de la chair partout», a–t–il raconté.

Kaboul a récemment vécu certains des pires attentats commis par les islamistes. Ils en avaient promis davantage pendant le ramadan, qui devrait s'achever vers la mi–octobre. Un récent rapport de l'ONU a dénombré plus de 100 attentats suicide, devenus très courants, en 2007.

Par ailleurs, 26 talibans ont été tués lundi lors d'affrontements avec les forces de sécurité afghanes dans le district de Char Chino, dans la province d'Uruzgan (sud), a annoncé le ministère de la Défense.

Bernier défend la mission

Sur le front diplomatique, Maxime Bernier, le ministre des Affaires étrangères, a défendu hier devant l'Assemblée générale des Nations unies l'effort canadien en Afghanistan, tout en demandant l'aide de la communauté internationale et l'envoi d'un émissaire spécial de l'ONU dans ce pays.

M. Bernier a fait valoir que la démocratie, la stabilité politique, l'octroi de services de santé et d'éducation et l'activité économique étaient impossibles dans un climat de terreur de chaos et d'anarchie.

Le ministre a cependant ajouté qu'aucun pays ne pouvait accomplir la tâche à lui seul, indiquant que les organisations internationales, incluant l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale, devaient soutenir l'effort.

Maxime Bernier a fait valoir que le Canada avait accru ses efforts militaires, humanitaires et diplomatiques en Afghanistan et avait appuyé la résolution 1776, qui prolonge la durée de la présence de la force internationale dans ce pays. Il a cependant noté que cette résolution appelle les pays membres de l'ONU à fournir du personnel, de l'équipement et des fonds à la mission, et a invité ceux−ci à manifester activement leur appui.

***

D'après La Presse canadienne et l'AFP

Un discours du Trône en soirée; Harper veut empêcher l'opposition de réagir aux heures de grande écoute

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.03
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
BYLINE:	Buzzetti, Hélène
PHOTO:	Fred Chartrand, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Le premier ministre Stephen Harper et la gouverneuregénérale Michaëlle Jean, lors du discours du Trône du 4 avril 2006 prononcé en après−midi. Il aura plutôt lieu en soirée le 16 octobre.
WORD COUNT:	717

Ottawa − La rumeur circulait depuis des semaines, mais elle est désormais confirmée: le gouvernement conservateur de Stephen Harper dévoilera son très attendu discours du Trône... en soirée. Selon ce qu'a appris Le Devoir, cet accroc à la tradition a pour objectif d'utiliser les médias, en particulier les réseaux de télévision, à l'avantage du gouvernement: l'événement sera présenté si tard que les critiques de l'opposition pourraient ne pas être toutes rapportées à temps pour les bulletins de nouvelles.

Trois sources distinctes ont confirmé hier au Devoir que le premier ministre Stephen Harper a décidé de présenter le discours du Trône à 19h, soit quatre à cinq heures plus tard qu'il ne l'est habituellement. La décision a été annoncée aux troupes lundi soir.

«Ce sont des heures de grande écoute, explique un stratège interrogé sur les raisons possibles de ce choix. Au lieu de faire cela en plein après−midi quand il n'y a pas un chat qui regarde, on fait ça à 20h, à l'heure de grande écoute le soir, et tout le monde va regarder en direct. Après cela, ils ferment la télévision, regardent les nouvelles ou écoutent le hockey.»

Le mardi 16 octobre, date choisie pour le retour des parlementaires à Ottawa et la présentation du fameux discours, les Canadiens de Montréal affronteront les Panthers de Floride dans un match diffusé à compter de 19h30. L'heure de lecture du discours sera bel et bien à 19h selon nos informations, mais le bureau du premier ministre a tout au plus fait savoir à certains stratèges parlementaires qu'il aurait lieu «en soirée».

Dans un contexte de gouvernement minoritaire, la réaction que suscitera le discours du Trône est autant, sinon plus importante que le contenu lui−même. Alors que la fièvre électorale a repris à Ottawa, tous les regards seront tournés vers le Bloc québécois et le Parti libéral, qui doivent décider s'ils s'opposent à l'ordre du jour proposé... et précipitent le pays en campagne électorale. Le NPD, qui exige qu'un retrait immédiat des troupes présentes en Afghanistan apparaisse dans le discours, est presque assuré de voter contre.

Neutraliser l'opposition

Selon nos informations, c'est pour éviter que le message gouvernemental ne se noie dans cette soupe de spéculations électorales que l'heure du discours a été repoussée si tard en soirée. «Oui, c'est sans doute la raison pour laquelle ils le font ainsi», poursuit notre source.

A titre de comparaison, le premier (et unique) discours présenté par les troupes de Stephen Harper, en avril 2006, l'a été à 15h15. Comme c'est l'habitude, c'est la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, qui l'avait lu dans l'enceinte du Sénat. Une vérification effectuée par Le Devoir jusqu'en 1994, date du premier discours livré par le gouvernement de Jean Chrétien, démontre que jamais un discours du Trône n'a été lu plus tard que 15h15. Il a parfois été lu plus tôt par Adrienne Clarkson, qui occupait alors le poste de chef d'État.

Les impératifs organisationnels des médias font en sorte que les réactions de l'opposition recevront moins de couverture à cause de l'horaire choisi. En effet, la plupart des réseaux de télévision préparent leur premier bulletin de nouvelles pour 21h (comme la Société Radio−Canada et son pendant anglophone, CBC). Le Devoir ne respectera sa première heure de tombée que de justesse.

La tradition veut que les partis d'opposition reçoivent quelques heures au préalable, sous embargo, une copie du discours. Les chefs peuvent ainsi préparer leurs réactions juste à temps pour la fin de la cérémonie. Mais rien n'oblige le gouvernement à le faire.

En novembre dernier, par exemple, alors que le Bloc québécois tentait de faire adopter une motion à la Chambre des communes reconnaissant la nation québécoise, le bureau de Stephen Harper avait fait parvenir quelque temps auparavant la réponse que ferait le premier ministre à cette demande. Tout y était... sauf le passage où M. Harper proposait sa propre formule pour reconnaître la nation «au sein d'un Canada uni». Cela avait conduit le Bloc québécois à penser que le premier ministre s'opposerait à sa requête et à préparer sa fronde en conséquence. Le Bloc québécois avait pendant quelques jours cafouillé sur la réponse à donner à l'offre conservatrice.

Vivants, mais à quel prix !; Aujourd'hui, grâce à des équipements de plus en plus sophistiqués, de plus en plus de soldats survivent à leurs blessures

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Forum
PAGE:	A25
BYLINE:	Cabanes, Bruno
PHOTO:	Photo Ron Edmonds, ap
ILLUSTRATION:	" Depuis le début du conflit, la propagande gouvernementalede George W. Bush nous a habitués à cet usage obscène des mutilations des soldats. "
WORD COUNT:	836

Un jeune homme d'allure athlétique fait son jogging près de la Maison−Blanche. Le président George W. Bush est à ses côtés. Les deux hommes sont souriants. La scène serait banale si le coureur, un vétéran de la guerre d'Afghanistan, n'avait à la place des jambes deux prothèses en métal.

Depuis le début du conflit, la propagande gouvernementale nous a habitués à cet usage obscène des mutilations des soldats. Ce que l'armée a perdu dans les combats urbains, la chirurgie réparatrice américaine serait en mesure de le regagner dans les salles d'opération des hôpitaux militaires.

Pour l'historien des guerres du XXe siècle, il n'y a rien en cela de très nouveau: au sortir de la Grande Guerre, les journaux britanniques publiaient déjà en pleine page des photos de combattants estropiés, réussissant à taper à la machine à écrire grâce à des bras artificiels. Depuis 1918, le discours officiel n'a guère changé: à tous les soldats blessés seraient offerts le secours des meilleurs chirurgiens, les prothèses dernier cri, les techniques les plus novatrices. La réalité est naturellement bien différente.

Des études récentes sur les blessures des soldats américains montrent d'abord combien l'impact de la violence de guerre sur les corps des combattants s'est modifié depuis le déclenchement des hostilités. Avec leurs protections renforcées, les soldats survivent aujourd'hui à des blessures d'une gravité extrême, qui les auraient tués, il y a simplement une décennie. Dans la course de vitesse entre des armes toujours plus dangereuses et une médecine toujours plus efficace, la guerre du Vietnam a marqué un tournant: les soldats blessés étaient transportés par hélicoptères et beaucoup furent sauvés.

Mais en Irak ou en Afghanistan, il ne s'agit plus seulement d'évacuation rapide: on parvient désormais à stabiliser et à opérer, à proximité de la zone des combats, des hommes et des femmes, dont les cas auraient été jugés désespérés.

En Irak, on compte environ 7 soldats américains blessés pour chaque mort. C'est deux fois plus qu'en Corée, au Vietnam ou lors de la première guerre du Golfe. Un plus grand nombre de combattants survivent donc à leurs blessures, mais à quel prix? Dans près de 7 cas sur 10, les soldats ont été atteints par des explosifs dissimulés dans des objets piégés ou dans des voitures conduites par des kamikazes. Les atteintes corporelles se situent surtout dans les zones mal protégées: les membres supérieurs et surtout inférieurs (50% des cas), les visages, parfois littéralement ravagés par les explosions.

Héritage de la guerre

Selon les services médicaux américains, des blessures neurologiques d'une gravité accrue – Traumatic Brain Injuries (TBI) – pourraient bien devenir le principal héritage de la guerre. Les casques en kevlar protègent des projectiles éparpillés par les explosions, mais pas de leur souffle: les survivants comparent alors leur cerveau à une cloche sur laquelle on frappe et refrappe sans cesse, et qui résonne encore longtemps après le choc.

En 2004, une étude publiée par le New England Journal of Medecine indiquait en outre que 16% des troupes ayant servi en Irak et 11% de celles revenant d'Afghanistan étaient atteintes de troubles post–traumatiques (PTSD) dans les trois mois consécutifs à leur retour. Aujourd'hui, cette proportion a nettement augmenté. Avec le temps, céphalées, troubles du sommeil, états dépressifs et pertes de mémoire sont devenus des maux chroniques, qui rendent la réinsertion dans la vie civile particulièrement difficile.

Surtout, contrairement à ce que voudraient faire croire les discours mensongers de l'administration Bush, le traitement de tous ces hommes est profondément inégalitaire. Il y a quelques mois, le scandale de l'hôpital Walter Reed à Washington a révélé les insuffisances de la prise en charge médicale des véterans. Depuis lors, les enquêtes n'ont cessé de confirmer l'attente plus ou moins longue des soldats blessés, leur remboursement plus ou moins efficace selon leur région d'origine.

A la différence de la guerre du Vietnam, près de la moitié des forces envoyées en Irak ou en Afghanistan appartient à la garde nationale ou aux réserves. Or l'accès de ces hommes aux hôpitaux pour vetérans (VA) est limité à deux ans après leur démobilisation. Après cette période, la procédure d'accès aux soins devient plus longue et plus complexe – ce qui affecte directement les victimes de troubles post–traumatiques (PTSD) dont les symptômes se révèlent souvent avec retard. Parmi les victimes toujours plus nombreuses de ces immenses désastres que sont les guerres d'Irak et d'Afghanistan, les blessés et les mutilés sont sans doute les moins reconnus.

Dans l'Allemagne des années 20, les mendiants des toiles d'Otto Dix et les gueules cassées peintes par George Grosz ou Max Beckmann apportaient un démenti brutal au mythe de la Première Guerre mondiale comme une expérience virile et régénératrice. Il faudrait à l'Amérique des artistes de cette trempe pour dénoncer l'oubli des mutilés, qui survivra longtemps à la fin de la guerre.

L'auteur enseigne l'histoire de la guerre à l'Université Yale, aux États–Unis.

Blackwater défend ses agents devant le Congrès

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Monde
PAGE:	A22
BYLINE:	Khan, Jooneed
PHOTO:	PHOTO PATRICK BAZ AFP
ILLUSTRATION:	Les agents de Blackwater tirent habituellement à partir devéhicules en marche, et ils ne s'arrêtent pas pour établir s'il y a des victimes, indique le rapport de 15 pages. Leur visage est masqué sur la photo pour ne pas dévoiler leur identité.
WORD COUNT:	510

Le patron de Blackwater, Erik Prince, a affirmé hier, devant le Congrès des États−Unis, que sa firme de sécurité privée était victime d'"allégations négatives et sans fondement", après l'incident du 16 septembre à Bagdad où au moins 11 Irakiens ont été tués.

La veille, la commission de la Chambre devant laquelle il comparaissait, avait publié un rapport. Ce dernier décrit Blackwater, un sous−traitant qui protège le personnel civil états−unien en Irak, comme une entreprise hors de contrôle et à la gâchette facile ayant été impliquée dans près de 200 incidents de "tirs d'escalade" depuis 2005.

La firme ne peut user de la force que de façon défensive, selon son contrat, mais le texte affirme que Blackwater a tiré le premier dans plus de 80% de cas répertoriés.

Les agents de Blackwater tirent habituellement à partir des véhicules en marche, et ils ne s'arrêtent pas pour établir s'il y a des victimes, ajoute le rapport de 15 pages.

L'incident du 16 septembre a braqué l'attention sur les dizaines de sous−traitants de la guerre états−unienne en Irak, où ils emploient plus de 160 000 mercenaires, autant que le nombre de militaires déployés par le Pentagone dans le pays.

Transparence et contrat

Le cabinet de Nouri al−Maliki veut soumettre ces firmes à la loi irakienne, à laquelle elles échappent en vertu d'un décret de l'ancien proconsul Paul Bremer. Mais il a permis à Blackwater de reprendre ses activités en attendant la conclusion d'une enquête conjointe avec les États−Unis.

La secrétaire d'État Condoleezza Rice a appelé à un examen des faits "à 360 degrés" et souhaité que l'enquête se fasse dans la transparence. Entre−temps, le Pentagone a alloué à une filiale de Blackwater un contrat de 92 millions US pour des missions de transport aérien en Afghanistan, au Pakistan, au Kirghizstan et en Ouzbékistan.

Selon la Commission de réforme et de contrôle de la Chambre, Blackwater a reçu plus d'un milliard US en contrats du gouvernement états−unien de 2001 à 2006.

"Dans la mesure où il y a eu des victimes innocentes, je veux dire que c'est tragique", a dit Erik Prince, PDG de Blackwater et ancien SEAL de la US Navy, devant la commission. "Mais sur la base de ce que nous savons", l'équipe de Blackwater "a agi de manière appropriée", a−t−il ajouté.

Le démocrate Henry Waxman, président de la commission, a relevé que "la fusillade du 16 septembre était le dernier d'une série d'incidents troublants impliquant Blackwater".

Prince, multimillionnaire de 37 ans, a assuré que sa firme "coopérerait avec l'enquête du FBI", qui a envoyé une équipe en Irak.

Précédent judiciaire?

Un juge états−unien doit examiner aujourd'hui une plainte d'ex−détenus irakiens d'Abou Ghraib contre deux sous−traitants de l'armée états−unienne, ce qui pose la question de la responsabilité de ces firmes en Irak.

La plainte, déposée en 2004 par une dizaine d'ex−détenus et la famille d'un homme mort en détention, vise Titan et CACI International, qui ont fourni des interrogateurs et des interprètes aux prisons irakiennes sous contrôle états−unien.

Le président George W. Bush a reçu hier son homologue irakien Jalal Talabani sans évoquer l'affaire Blackwater. La partition de l'Irak, votée par la majorité démocrate au Sénat mais rejetée par la Maison−Blanche, n'a pas non plus été évoquée, a dit la porte−parole présidentielle, Dana Perino.

Bernier demande à l'ONU de créer un poste d'émissaire; Il exhorte aussi la communauté internationale à s'impliquer davantage

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Nouvelles générales
PAGE:	A10
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	AFP
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Dans son premier discours devant l'Assemblée générale desNations unies, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a fait comprendre que le Canada avait fait largement sa part dans ce pays et qu'il était peut–être temps de penser à la relève.
WORD COUNT:	534

Dans son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Maxime Bernier, a exhorté hier la communauté internationale à s'impliquer davantage en Afghanistan.

M. Bernier a d'ailleurs demandé à l'ONU de créer un poste d'envoyé spécial pour l'Afghanistan.

Le chef de la diplomatie canadienne a estimé que la nomination d'un tel émissaire spécial permettrait d'attirer l'attention du monde entier sur les efforts de l'OTAN dans ce pays, de fournir de nouveaux appuis au président afghan Hamid Karzaï et d'améliorer la coordination des efforts de développement consentis par plusieurs nations.

La proposition du ministre des Affaires étrangères du Canada a d'ores et déjà reçu la bénédiction du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki–moon, et de pays tels la France, la Norvège, l'Espagne et les États–Unis.

Le ministre Bernier a affirmé qu'aucun pays ne pouvait parvenir seul à soulager l'Afghanistan de ses maux, envoyant implicitement le message à la communauté internationale et à l'OTAN que le Canada avait fait largement sa part dans ce pays et qu'il était peut–être temps de penser à la relève.

"Aucun pays ne peut faire cela seul, a déclaré Maxime Bernier à la tribune de l'Assemblée générale. Cela implique des décisions du Conseil de sécurité. Nous devons travailler ensemble, nous devons travailler en partenariat avec le gouvernement d'Afghanistan ainsi qu'avec nos amis et alliés."

"Au cours des dernières années, a ajouté le ministre, le Canada a démontré ses engagements multiples à cette mission. Nous avons augmenté nos dépenses pour le développement. Nous avons augmenté notre présence diplomatique. Nous avons accru notre engagement militaire. Nous accueillons favorablement la résolution 1776 du Conseil de sécurité qui prolonge la force de sécurité d'assistance à l'Afghanistan et qui appelle les États membres à contribuer de l'équipement et des fonds additionnels. Le gouvernement canadien encourage cette assemblée à appuyer énergiquement cette résolution et sa mise en application."

M. Bernier a de plus souligné que l'engagement du Canada n'était pas uniquement lié à ses intérêts. "Il est surtout inspiré, a–t–il dit, par les valeurs que défendent les Canadiens, soit la liberté, les droits de la personne, le régime de droit et la démocratie."

Coderre veut de la transparence

Le critique de l'opposition libérale en matière de Défense, Denis Coderre, a déclaré à La Presse qu'il n'avait rien en principe contre la création d'un nouveau poste onusien d'émissaire spécial pour l'Afghanistan.

"Ce que je souhaite de la part du gouvernement, a–t–il affirmé, c'est beaucoup plus de transparence sur la façon de gérer cette mission. Les militaires font leur travail, mais il y a un déséquilibre certain entre l'aspect militaire et le développement humanitaire dans ce pays."

Le NPD, qui demande un retrait immédiat des troupes canadiennes, a réagi hier au discours de M. Bernier en affirmant que ce dernier avait manqué une bonne occasion de faire du Canada un chef de file mondial en matière de maintien de la paix et de multilatéralisme.

Le ministre des Affaires étrangères n'a pas manqué également hier de saluer la décision de l'ONU de prolonger la mission de stabilisation en Haïti et il a appelé à la restauration rapide de la démocratie et des droits de la personne en Birmanie. "Nous nous attendons, a–t–il dit, à ce que les Nations unies soient à l'avant–garde de ces efforts."

Enfin, Maxime Bernier a ratifié hier au nom du Canada la convention des Nations unies contre la corruption.

Bavure canadienne:un mort et un blessé

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Nouvelles générales
PAGE:	A9
SOURCE:	LA PRESSE CANADIENNE
BYLINE:	Moore, Dene
PHOTO:	PHOTO LA PRESSE CANADIENNE
DATELINE:	KANDAHAR, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Ahmad Zia, qui aurait 8 ou 12 ans, a été soigné hier dans unhôpital de Kandahar après que des soldats canadiens lui eurent tiré dessus, le prenant pour un insurgé.
WORD COUNT:	446

Un civil afghan a été tué et un enfant a été blessé, hier matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centreville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porteparole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie ", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (. . .) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent. "

A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible ", a indiqué Mme Bilodeau.

Certaines informations conflictuelles de la part des militaires et de la famille circulaient à la suite de l'incident.

Selon les militaires, un homme de 35 ans a été tué et un enfant de 8 ans a été blessé. La famille affirme plutôt que les victimes étaient deux frères, soit Esmatullah Zia, âgé de 18 ou 19 ans, et Ahmad Zia, âgé de 12 ans.

Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord , porte−parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN. "Cet incident est profondément regrettable", a dit M. McCord.

Les Afghans critiquent régulièrement les forces étrangères pour leurs attaques contre la population.

Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'i ls partent patrouiller la province.

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane.

Des Afghans ont manifesté la semaine dernière contre les soldats étrangers, incluant ceux du Canada, les jugeant responsables de la mort d'une personnalité religieuse et de celle de son frère au cours d'une descente dans la maison d'un insurgé présumé. L'armée canadienne af firme qu'elle n'était pas impliquée dans cet indicent. En février, deux civils ont été tués par des soldats canadiens dans des circonstances similairesà celles d'hier.

Des convois canadiens ont tiré sur deux autres personnes l'an dernier lorsque des véhicules d'Afghans ont ignoré des avertissements et s'en sont approchés.

Coderre part malgré tout pour Kandahar; Le ministre de la Défense aurait ordonné de ne pas le laisser entrer sur la base

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.03
SECTION:	Nouvelles générales
PAGE:	A8
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	photo chris wattie, reuters
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Sans savoir s'il pourra entrer sur la base de Kandahar pourrencontrer les troupes canadiennes stationnées en Afghanistan, Denis Coderre a décidé de défier la possible interdiction du ministre de la Défense.
WORD COUNT:	808

Le critique de l'opposition en matière de défense, Denis Coderre, risque de se heurter à une barrière close à la base canadienne de Kandahar en Afghanistan lors de la mission d'information qu'il s'apprête à entreprendre ces jours–ci au nom du chef de son parti, Stéphane Dion.

Selon des sources qui ont requis l'anonymat, le cabinet du ministre de la Défense, Peter MacKay, aurait ordonné au commandement canadien à Kandahar de ne pas laisser entrer le député de Bourassa sur la base lors de sa prochaine visite.

Au cabinet du ministre, un porte–parole n'a pas voulu confirmer ou infirmer cette information à La Presse, se contentant de dire que le cabinet du ministre n'avait reçu aucune demande de visite à Kandahar de la part de l'opposition. "Dans ce contexte, a affirmé le porte–parole, la question de l'entrée du député de Bourassa sur la base de Kandahar est une question hypothétique."

Denis Coderre, dans une entrevue à La Presse, a déclaré hier que l'hostilité du gouvernement Harper à sa mission ne l'empêcherait pas de partir. "J'ai mes billets d'avion et tous mes arrangements sont faits. Je vous annonce que je vais là–bas dans le but précis de préparer une visite future de mon chef Stéphane Dion", a–t–il confié.

"Pour le bien–être de la démocratie, a–t–il ajouté, il est essentiel que tous les membres de l'opposition affectés à la fonction de critique de la Défense puissent être présents un jour ou l'autre en Afghanistan. Il y a une question de devoir là–dedans. Il est important d'aller sur le terrain."

Au cabinet du ministre MacKay, la visite de Denis Coderre en Afghanistan semble être d'un grand embarras. Le directeur des communications du ministre, Daniel Dugas, affirme que le député de Bourassa n'a pas averti le cabinet de ses intentions et de ses plans. M. Coderre affirme, de son côté, qu'il a envoyé une lettre le 25 septembre dernier au ministère des Affaires étrangères pour faire part de sa décision de voyager en Afghanistan. Un porte–parole au cabinet du ministre Bernier n'a pas rappelé La Presse hier à ce sujet.

"M. Coderre ne nous a même pas dit s'il y allait, a déclaré M. Dugas. C'est pathétique. S'il y va, allons–nous ouvrir la barrière? Il faudrait d'abord qu'il nous informe pour voir ce qu'on peut faire."

M. Dugas a rappelé qu'habituellement les voyages des parlementaires étaient gérés par les comités des Communes. "Il n'y a pas de comité en ce moment. La session est prorogée. De plus, M. Coderre était critique en matière de Défense le 18 janvier dernier et le comité de la Défense nationale a visité l'Afghanistan le 23 janvier suivant. Il n'y est pas allé. Maintenant, on ne peut pas gérer des voyages individuels pour les parlementaires. Il y a beaucoup de questions de sécurité et M. Coderre l'a reconnu à l'époque en comité. Aujourd'hui, il a changé d'avis."

Selon M. Coderre, c'est la position du Parti libéral sur l'Afghanistan qui dérange les conservateurs plutôt que sa visite à Kandahar.

"Nous croyons au devoir d'intervention d'un pays afin d'aider des peuples dans le besoin, explique–t–il. Je crois au multilatéralisme, moi qui fus ministre de l'Immigration. Il est essentiel que l'on puisse aller chercher le maximum de faits sur le terrain et cela non seulement pour dire que nous appuyons les troupes de façon inconditionnelle mais aussi pour voir comment fonctionnent nos efforts de défense, de diplomatie et de développement – les fameux 3D."

M. Coderre estime que pour accompagner le peuple afghan il faut aborder aussi la question géopolitique, notamment le rôle du Pakistan dans le conflit, la frontière passoire entre le Pakistan et l'Afghanistan et la question de la culture du pavot qui permet aux talibans de se procurer des armes. "Le dernier rapport des Nations unies montre que la culture du pavot a augmenté de 34%, commente–t–il. Nous savons, dans ce contexte, que nous ne réglerons rien avec les chars d'assaut. () C'est le développement et la diplomatie qui permettront de régler le problème, en tenant compte évidemment de la dimension sécuritaire."

"Le gouvernement Harper, poursuit le bouillant député de Bourassa, a trop mis l'accent sur l'opération militaire. Or, je m'en vais là pour faire un travail sérieux. J'ai un devoir à accomplir. Je suis appuyé par mon parti et par mon chef. Je suis pour la mission. J'appuie les troupes et j'ai promis aux gars de Valcartier de leur rendre visite à Kandahar. Mais pour le Parti libéral, il est clair que le mot rotation est un mot clair dans le langage militaire et qu'il est temps pour le Canada de mettre fin à notre mission de combat dès février 2009, une position que ne partage pas le premier ministre Harper."

Ottawa songerait à remplacer Rick Hillier à la direction des Forces armées

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: DÉFENSE POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 172

TORONTO _ Le gouvernement Harper ne reconduira pas dans ses fonctions le chef d'état−major des Forces armées, le général Rick Hillier, lorsque son mandat viendra à échéanche, en février, a rapporté mardi le réseau CTV.

Citant des sources internes au Parti conservateur, CTV explique que le général Hillier s'est fait des ennemis au sein du gouvernement en faisant de l'ombre aux politiciens et en obtenant la tête de l'ex−ministre de la Défense, Gordon O'Connor.

Mardi soir, les Forces armées ont offert une réception à M. O'Connor pour souligner son passage au ministère de la Défense. M. Hillier s'est pointé à la réception alors que celle−ci était déjà bien entamée.

Des sources ont affirmé à CTV que ce dernier exemple démontrait le peu de respect que porte M. Hillier à ses supérieurs politiques.

Des observateurs de la scène militaire ont déclaré qu'il serait risqué de dégommer le populaire général Hillier tant que le Canada sera présent en Afghanistan.

Selon CTV, les successeurs potentiels de M. Hillier sont le vice−amiral Drew Robertson et le major−général Andrew Leslie, bien que certains disent que le lieutenant−général Walter Natynczyk héritera du poste parce que le premier ministre Stephen Harper l'aime bien.

GG5504−FGAC42−ac.

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: DÉFENSE SOCIAL INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 115

KANDAHAR, Afghanistan _ Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, mardi matin, à Kandahar, quand les soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement traversait la ville, vers 6h45, quand une motocyclette s'est approchée. Des responsables militaires ont indiqué que le conducteur avait été atteint par balle et que son passager avait été blessé.

Mais il a été impossible de savoir si on avait tiré par erreur ou si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité.

Les responsables ont précisé que l'incident n'a impliqué aucun ennemi.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été prononcé.

Une enquête portera sur cette affaire.

(La Presse Canadienne, BeB)

ngbeb41

Bernier défend la présence du Canada en Afghanistan mais demande de l'aide

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 433

NATIONS UNIES _ Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a réclamé une plus grande "volonté politique" de la part de la communauté internationale afin de stabiliser et de reconstruire l'Afghanistan. Aucun pays ne peut le faire à lui seul, a–t–il déclaré mardi dans son premier discours à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

Les efforts de la soixantaine de pays et de groupes internationaux sont louables, a–t–il dit, mais la nomination d'un émissaire spécial de l'ONU permettrait d'attirer davantage d'aide et de mieux coordonner le travail à effectuer en Afghanistan, a–t–il fait valoir.

Dans un discours d'une dizaine de minutes, livré principalement en français pour apaiser les adversaires québécois de la mission canadienne en Afghanistan, M. Bernier a rappelé qu'il s'agissait d'une mission autorisée par l'ONU, et a soutenu que la participation canadienne n'était pas fonction des seuls intérêts du Canada, mais par–dessus tout l'expression des valeurs canadiennes de liberté, de droits de la personne et de démocratie.

"Ce sont des valeurs sous–jacentes à notre présence en Afghanistan, en Haïti, au Soudan et ailleurs", a déclaré le ministre.

Son discours a été critiqué par certains, qui l'ont trouvé vague et unidimensionnel, tandis que d'autres ont appuyé l'idée de nommer un envoyé spécial de haut rang de l'ONU pour l'Afghanistan.

M. Bernier a parlé de cette proposition à l'occasion d'une trentaine de rencontres bilatérales à l'ONU, la semaine dernière. On ignore comment le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki–moon, y réagira. La mesure a l'appui de plusieurs pays, y compris les Etats–Unis, la Norvège, la France et l'Espagne.

Maxime Bernier a aussi réclamé un effort militaire, humanitaire et diplomatique accru en Afghanistan et demandé que les organisations internationales, incluant l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale, travaillent en collaboration pour manifester activement leur appui.

Ottawa est en butte à de fortes pressions internes pour rapatrier ses troupes de l'Afghanistan à la fin de la mission actuelle, en février 2009, et souhaite que des pays comme la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie permettent à leurs soldats de se rendre en zones de combat pour mener la bataille contre les talibans. Actuellement, les combats sont assurés par le Canada, les Etats–Unis, la Grande–Bretagne, les Pays–Bas et l'Australie.

Par ailleurs, Maxime Bernier a demandé aux Nations unies de prolonger la mission de stabilisation en Haïti, et de se montrer à l'avant–garde des efforts en vue de rétablir la démocratie et les droits de la personne en Birmanie.

Le ministre Bernier a également invité la communauté internationale à démontrer une volonté politique de trouver de nouvelles solutions afin que cessent les violations inacceptables des droits humains au Darfour et que des conditions soient mises en place pour l'établissement de la paix et de la démocratie au Soudan.

WW5197−FGJD305−ac.

Un Suisse à la tête de la Mission de l'OSCE au Kosovo

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 253

BERNE (AP) –– Tim Guldimann sera le nouveau chef de la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo. Le diplomate suisse a été nommé par le président en exercice de l'OSCE, le ministre espagnol des Affaires étrangères Miguel Angel Moratinos Cuyaubé, a indiqué mardi le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE).

Le DFAE avait soumis la candidature de M. Guldimann à l'OSCE dans le souci de voir plus de Suisses occuper des postes de haut rang dans cette organisation. Ce Zurichois est entré au DFAE en 1982. Au fil de sa carrière diplomatique, il a été en poste au Caire, à Genève et à Berne. De 1996 à 1997, il a dirigé le Groupe de soutien de l'OSCE en Tchétchénie, puis, de 1997 à 1999, il a exercé les fonctions de chef de la Mission de l'OSCE en Croatie.

En 1999, le Conseil fédéral l'a nommé ambassadeur de Suisse en Iran et en Afghanistan, avec résidence à Téhéran. En congé depuis la mi–2004, Tim Guldimann a enseigné les sciences politiques à l'Université de Francfort.

Créée par décision du Conseil permanent le 1er juillet 1999, la Mission au Kosovo est la plus grande des 19 missions de l'OSCE. Forte d'un effectif d'un millier de personnes, elle s'intègre dans le cadre général de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et est en charge des questions concernant les droits humains et les droits des minorités, l'Etat de droit, la création d'institutions démocratiques et l'organisation d'élections. AP

tl/S

Irak: le patron de Blackwater se défend au Congrès américain

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 232

WASHINGTON (AP) –– Le président de Blackwater a assuré mardi devant le Congrès américain que le personnel de sa société de sécurité avait "toujours agi de façon appropriée" en Irak et en Afghanistan, malgré les soupçons de comportement violent qui pèsent sur certains de ces gardes privés.

"Je pense que nous avons agi de façon appropriée à tout moment", a déclaré cet ancien militaire de la marine américaine, âgé de 38 ans, devant la commission parlementaire sur la réforme du gouvernement et son évaluation.

Blackwater fait l'objet d'une enquête du FBI après une fusillade dans laquelle au moins onze civils irakiens sont morts à Bagdad le 16 septembre.

La société a conclu des contrats avec le secrétariat d'Etat qui lui sous–traite la protection de diplomates ou militaires, mais plusieurs incidents plus ou moins graves ont amené les parlementaires à se demander si le gouvernement américain ne s'appuyait pas trop sur ces sociétés dont les agissements ne relèvent ni des tribunaux militaires ni de la justice irakienne. Les Etats–Unis et l'Irak ont mis en place une commission pour se pencher sur le recours à ces compagnies privées en Irak, selon des responsables au ministère des Affaires étrangères.

Le président de Blackwater s'est dit favorable à l'adoption d'une loi permettant de poursuivre devant la justice américaine les employés des sociétés de sécurité privées travaillant pour le secrétariat d'Etat. Un tel texte devrait être voté par la chambre des Représentants mercredi. AP

st/v673

USA: les démocrates proposent une taxe pour l'Irak

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 235

WASHINGTON (AP) −− Les démocrates américains ont proposé mardi de majorer l'impôt sur le revenu afin de financer la guerre en Irak, qui coûte environ 150 milliards de dollars (105,8 milliards d'euros) par an aux Etats−Unis, au détriment selon eux des programmes nationaux.

L'adoption d'un tel projet semble improbable mais les démocrates redevenus majoritaires au Congrès depuis les élections législatives de la fin 2006 s'emploient depuis plusieurs semaines à mettre les quelque 190 milliards de dollars (134,1 mds) privus en 2008 pour les guerres en Afghanistan et en Irak en regard des 23 milliards de dollars (16,2 mds) supplimentaires que la majoriti veut investir dans des programmes nationaux. Le président républicain George W. Bush a menacé d'opposer son veto à la quasi−totalité de ces projets de dépenses intérieures.

Le projet présenté mardi par les représentants David Obey, John Murtha et Jim McGovern prévoit une augmentation de 2% des impôts des petits et moyens contribuables, a expliqué M. Obey, estimant que le poids financier de la guerre amputerait le budget des "générations futures" en matière d'éducation, de formation professionnelle ou de politique d'économie d'énergie, notamment.

Le représentant Obey a ajouté que les démocrates refuseraient de voter une enveloppe supplémentaire pour la guerre en Irak jusqu'à l'année prochaine. Ils espèrent alors que la pression de l'opinion publique forcera George Bush à changer sa politique en Irak, avant l'élection présidentielle. AP

st/v490

Des soldats canadiens tuent un Afghan en lui tirant accidentellement dessus

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: DÉFENSE SOCIAL INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 409

KANDAHAR, Afghanistan _ Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, mardi matin, à Kandahar, lorsque des soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction.

Un convoi canadien de ravitaillement parcourait le centre−ville de Kandahar quand une motocyclette s'en est approchée. Le conducteur a été atteint par balle et son passager, l'enfant, a été blessé, a indiqué une porte−parole de l'armée.

Il était impossible de savoir si le coup de feu était le fruit d'une défectuosité ou d'une erreur humaine.

"Bien que la cause exacte de l'incident soit inconnue pour l'instant, il est clair qu'il s'agit d'un accident et non le résultat d'une activité ennemie", a précisé la capitaine Josée Bilodeau, porte−parole de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan.

Les soldats canadiens ont prodigué les premiers soins et les victimes ont été transportées jusqu'à un hôpital local, où le décès du conducteur a été constaté.

"Pourquoi ont−ils fait cela?", a demandé l'oncle du garçon lors d'un bulletin télévisé à CTV, alors qu'il était auprès du lit de son neveu, à l'hôpital Mirwais. "Les Canadiens agissent comme des ennemis (...) Ils ne sont pas ici pour aider. Ils nous détruisent."

A la demande de la famille, le garçon a été transféré en ambulance à l'hôpital militaire de l'aérodrome de Kandahar, où il a été opéré. "Nous faisons de notre mieux pour lui fournir le meilleur traitement possible", a indiqué Mme Bilodeau.

Certaines informations conflictuelles de la part des militaires et de la famille circulaient à la suite de l'incident.

Selon les militaires, un homme de 35 a été tué et un enfant de huit ans a été blessé. La famille affirme plutôt que les victimes étaient deux frères, soit Esmatullah Zia, âgé de 18 ou 19 ans, et Ahmad Zia, âgé de 12 ans.

Une enquête complète aura lieu, a indiqué le commandant d'escadre Antony McCord, porte−parole du centre de commandement régional du Sud de l'OTAN. "Cet incident est profondément regrettable."

Les victimes civiles sont une source de critique des Afghans envers les forces étrangères.

Les militaires internationaux traversent régulièrement la ville de Kandahar et sa circulation infernale lorsqu'ils partent patrouiller la province.

Des membres de l'armée canadienne rencontreront la famille de la victime, a indiqué Mme Bilodeau.

Lors d'incidents similaires survenus par le passé, les membres survivants des familles ont reçu une compensation, comme le prévoit la tradition afghane.

Des Afghans ont manifesté la semaine dernière contre les soldats étrangers, incluant ceux du Canada, les jugeant responsables de la mort d'une personnalité religieuse et de celle de son frère au cours d'une descente dans la maison d'un insurgé présumé. L'armée canadienne affirme qu'elle n'était pas impliquée dans cet indicent.

En février, deux civils ont été tués par des soldats canadiens dans des circonstances similaires à celles de mardi.

Des convois canadiens ont tiré sur deux autres personnes l'an dernier lorsque des véhicules d'Afghans ont ignoré des avertissements et s'en sont approchés.

WW4866−FGCPG203.mag

Général

DATE: 2007.10.02
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1566

OTTAWA _ Le directeur général du Parti libéral du Canada, Jamie Carroll, serait sur le point d'être remplacé. Par Isabelle Rodrigue (PLC−DIRECTION, LEAD)

NATIONS−UNIES _ S'adressant à l'Assemblée générale des Nations−Unies, mardi, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a défendu l'effort canadien en Afghanistan, tout en demandant l'aide de la communauté internationale et l'envoi d'un émissaire spécial de l'ONU. (Avec photo) (BERNIER−ONU, LEAD)

KANDAHAR, Afghanistan _ Un civil afghan âgé de 35 ans a été tué et un enfant de huit ans a été blessé, mardi matin, à Kandahar, quand les soldats canadiens ont accidentellement ouvert le feu dans leur direction. (CANADIENS−AFGHANS, LEAD)

OTTAWA _ Gilles Duceppe nie avec véhémence qu'il quittera bientôt la vie politique et son poste de chef du Bloc québécois, comme l'écrivait La Presse mardi. Par Karine Fortin (DUCEPPE−RETRAITE, 2e LEAD)

OTTAWA _ Le gouvernement fédéral consacrera 3 millions $ à un projet dont l'objectif est de permettre aux aveugles ou aux personnes qui ne peuvent pas lire d'avoir accès plus facilement aux collections des bibliothèques. 240 mots (15 h 05) ARCHIVES−AVEUGLES

RIMOUSKI _ Témoignage (vers 17 h) de l'archevêque de Rimouski devant la commission Bouchard−Taylor.

RIMOUSKI _ La Ville de Rimouski vient de se doter d'une Déclaration des droits des citoyens dont le maire Eric Forest est particulièrement fier. 500 mots (11 h 20) Par Norman Delisle − ACCOMMODEMENTS−DEBAT

QUEBEC _ Ottawa a annoncé mardi une aide financière de 31 millions $ sur dix ans au projet de parc éolien de Baie−des−Sables, en Gaspésie, de l'entreprise Cartier énergie éolienne. 225 mots (11 h 25) LUNN−ENERGIE−EOLIEN

QUEBEC _ La ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, lance le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable.

QUEBEC _ Lancement (17 h) du livre "Guide d'accès à l'indépendance, tome 1, pour la survie du Québec français", par Guy Bertrand.

MONTREAL _ Le général à la retraite Roméo Dallaire témoigne au procès pour crimes de guerre du Rwandais Désiré Munyaneza. (Avec photo) Par Les Perreaux (DALLAIRE−MUNYANEZA, LEAD)

MONTREAL _ Quelque 200 membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ont été incapables de se faire entendre par Jean Charest, mardi midi. Par Sylvain Larocque (CHAREST−MANIF, 2e LEAD)

MONTREAL _ Si Jean Charest trouve Mario Dumont 20 ans en arrière parce qu'il oppose développement

électrique et environnement, Mario Dumont, lui, trouve Jean Charest déconnecté de la réalité économique et de l'histoire de son propre parti. Par Lia Lévesque (DUMONT−CHAREST, LEAD)

MONTREAL _ Prononcé de la sentence de l'ex−policier Pierre Goulet dans une affaire de trafic de drogue.

MONTREAL _ Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, procède au lancement d'une campagne d'information et de sensibilisation visant à combattre les préjugés sur la dépression.

MONTREAL _ Le ministre fédéral de la Justice, Rob Nicholson, présente un programme pour lutter contre le vol d'identité.

TORONTO _ Campagne électorale ontarienne. (Avec photos)

QUEBEC _ La critique de l'opposition officielle en matière de Sécurité publique, Sylvie Roy, demande au ministre Jacques Dupuis de rendre public le rapport de la Société immobilière du Québec sur le phénomène de surpopulation carcérale. 400 mots (11 h) ADQ−DUPUIS−PRISONS

MONTREAL _ Marc−Boris St−Maurice, fondateur du Centre compassion de Montréal, demande au ministre Philippe Couillard de venir en aide aux utilisateurs de "cannabis thérapeutique". 220 mots (11 h 40) (Avec photo) CANNABIS−COMPASSION

MONTREAL _ Le Regroupement indépendant des conseillers de l'industrie financière du Québec réclame une rétractation de la part d'Option Consommateurs et des Editions Protégez−Vous. 230 mots (8 h 25) FINANCIERS−CONSOMMATEURS

OTTAWA _ Même si les taux de vaccination contre la grippe étaient à la hausse partout au Canada en 2005, plusieurs personnes à risque n'ont pas été vaccinées, selon une étude de Statistique Canada. 210 mots (9 h 30) (Avec graphique) VACCINATION−GRIPPE

MONTREAL _ La pomme McIntosh, l'une des préférées des consommateurs québécois, serait menacée par le réchauffement climatique. 260 mots (4 h 50) POMME−McINTOSH

MONTREAL _ L'Unicef donne le coup d'envoi de sa campagne annuelle de collecte de fonds et de sensibilisation à l'occasion de l'Halloween. 260 mots (8 h 25) UNICEF−HALLOWEEN

EDMONTON _ Le gouvernement albertain annonce son nouveau plan environnemental.

Economie

MONTREAL _ Procès pénal de Vincent Lacroix dans l'affaire Norbourg. Par Rollande Parent

OTTAWA _ La Banque du Canada est de nouveau intervenue sur les marchés financiers, achetant mardi 855 millions $ de valeurs afin de défendre sa cible pour le taux du financement à un jour. 250 mots (14 h 40) BANQUE−CANADA

TORONTO _ Teachers aurait l'intention de nommer son chef de la direction sortant, Claude Lamoureux, membre indépendant du conseil d'administration de BCE, selon le Globe and Mail. 250 mots (13 h 35) TEACHERS−BCE

MONTREAL _ La Bourse de Montréal a entrepris des négociations visant à porter sa participation dans la Boston Options Exchange de 31,4 pour cent à un maximum de 53,2 pour cent. 290 mots (11 h 10) BOURSE−MTL

NEW YORK _ Nasdaq Stock Market s'est engagée mardi à acheter la Bourse de Boston et ses affiliées pour un montant d'environ 61 millions $ US, à l'exception de la participation de BSE dans la bourse des options de Boston qui devrait aller à la Bourse de Montréal. 315 mots (11 h 20) NASDAQ−BSE, LEAD

MONTREAL _ Kruger a confirmé mardi les rumeurs qui circulaient depuis quelques jours en annonçant qu'elle va réduire la production de deux de ses usines québécoises. (KRUGER−REDUCTION, 2e LEAD)

VANCOUVER _ Plus d'un million de Canadiens ont déjà été victimes d'une fraude financière, et la moitié des victimes ont rencontré le fraudeur par le biais d'une personne en qui elles avaient confiance, révèle une étude des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. 490 mots (15 h 10) ACVM−FRAUDE

TORONTO _ Le marché canadien des premiers appels publics à l'épargne pourrait connaître en 2007 sa pire année de la dernière décennie, selon une étude de PriceWaterhouseCoopers. 345 mots (14 h 25) (Avec graphique) APPELS−PUBLICS−CANADA, LEAD

QUEBEC _ Au Québec, le niveau d'inégalité du revenu disponible a augmenté légèrement entre 1989 et 2004, selon l'Institut de la statistique du Québec. 200 mots (11 h 05) REVENU−INEGALITES

TORONTO _ La Banque Royale a confirmé les récentes rumeurs et annonce qu'elle rachète RBTT Financial Group, la plus grande banque de Trinité−et−Tobago, pour 2,2 milliards $ US. 395 mots (8 h 55) BANQUE−ROYALE−RBTT, LEAD

SAINT−DAMIEN _ La firme québécoise IPL a récemment signé un contrat de fabrication d'une valeur de 10 millions $ avec l'entreprise canadienne Therma Blade. 260 mots (13 h 40) IPL−CONTRAT

MONTREAL _ Aeterna Zentaris se départira de certains actifs pour se recentrer sur ses activités principales. 375 mots (14 h 15) AETERNA−ZENTARIS

MONTREAL _ Bombardier Transport a annoncé mardi l'obtention de deux contrats pour des trains et des tramways avec des sociétés allemandes pour une valeur d'environ 316 millions $ US. 320 mots (12 h 10) BOMBARDIER−COMMANDE, LEAD

TORONTO _ Le Groupe financier Banque TD annonce la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Commerce Bancorp, basé au New Jersey, pour une somme de 8,5 milliards $ US en actions et en espèces. 490 mots (15 h 15) (Avec graphique) TD−ACQUISITION, LEAD

MOSCOU _ Le gazier russe en situation de monopole Gazprom a menacé mardi de diminuer son approvisionnement à l'Ukraine voisine si Kiev ne paie pas rapidement sa dette de plus de 1,3 milliard $ US. 285 mots (14 h 35) RUSSIE−UKRAINE−GAZ, LEAD

Culture

PARIS _ L'échec de "L'Age des ténèbres" en France est consommé. Et il est "cuisant", comme l'a résumé mardi le quotidien Le Parisien. 530 mots (14 h 05) Par Michel Dolbec − ARCAND−FRANCE

MONTREAL _ Dévoilement de la programmation du 21e Coup de coeur francophone. 245 mots (13 h 05) COUP−DE−COEUR

LOS ANGELES _ "Plan de match", film contant la vie chamboulée d'un joueur de football américain qui découvre qu'il est papa, a pris la tête aux guichets en Amérique du Nord en fin de semaine. 300 mots (12 h 50) (Avec graphique) CINEMA−RECETTES

MONTREAL _ A le regarder, on ne peut croire que Michel Louvain vient de franchir le cap des 70 ans. ARTV nous le donne à voir et à entendre ce samedi. 1070 mots (10 h 50) Par Danièle L. Gauthier – CHRONIQUE–TELEVISION

MONTREAL _ Le groupe Bran Van 3000 est de retour. Six ans après la sortie de son dernier disque, le collectif montréalais revient avec un nouvel opus intitulé "Rosé" qui sera en magasin dès cet automne. 210 mots (14 h 20) BRAN–VAN–3000, LEAD

SHERBROOKE _ La comédie télévisée "C.A." a essuyé de virulentes critiques. Mais jamais Louis Morissette n'a hésité à défendre son émission. 650 mots (11 h 15) LOUIS–MORISSETTE

MONTREAL _ Pour la comédienne Geneviève Brouillette, la nouvelle saison de "Rumeurs" est un défi, car l'émission tournera désormais autour de son personnage. 650 mots (11 h 15) BROUILLETTE–RUMEURS

A l'étranger

RANGOON _ La visite de l'émissaire spécial de l'ONU en Birmanie s'est soldée par un échec. 750 mots (8 h 10) (Avec photos) BIRMANIE–CRISE

KABOUL _ Un attentat–suicide contre un car de policiers afghans a fait au moins 13 morts, dont plusieurs enfants, mardi à Kaboul, selon la police et des témoins. Il s'agit de la deuxième attaque contre un bus des forces de l'ordre en quatre jours. (AFGHANISTAN–ATTENTAT)

KIEV _ Incertitude politique en Ukraine. Les formations de la "Révolution orange" devançaient toujours leurs adversaires pro–russes mardi après comptage de la quasi–totalité des voix des élections législatives. (Avec photos) (UKRAINE–LEGISLATIVES)

JERUSALEM _ Le premier ministre israélien Ehoud Olmert doit recevoir mercredi le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas dans sa résidence de Jérusalem pour travailler à une déclaration conjointe pour la conférence sur la paix au Proche–Orient. (Avec photos) (ISRAEL–PALESTINIENS)

PYONGYANG _ Moment historique à Pyongyang. Le leader nord–coréen Kim Jong Il a accueilli le président sud–coréen Roh Moo–hyun mardi dans la capitale nord–coréenne, sans faire preuve toutefois d'un grand enthousiasme. 670 mots (8 h 35) (Avec photos) COREE–NORD–SUD

PARIS _ Le ministre français des Affaires étrangères a reconnu mardi que la France avait commis des "erreurs politiques" au Rwanda mais il a réfuté avec force toute participation française aux massacres perpétrés lors du génocide de 1994. 405 mots (10 h 05) FRANCE–RWANDA

Documentaires

CHICAGO _ Les symptômes d'une attaque de panique peuvent être pris à tort pour un infarctus du myocarde, mais peuvent aussi représenter un facteur de risque de ce même accident cardiaque. 615 mots (10 h 50 à l'Inter) MEDECINE–PSYCHIATRIE

PARIS _ Le psoriasis est une maladie cutanée chronique fréquente touchant environ 125 millions de personnes dans le monde. 400 mots (13 h 10) MEDECINE–PSORIASIS

Tourisme

ROCHESTER, N.Y. _ Les enfants s'amusent ferme dans les musées du nord de l'Etat de New York. 740 mots (12 h 05) (Avec photos) MUSEES–ENFANTS

PARIS _ Exposition de Fragonard au musée Jacquemart−André, à Paris. 540 mots (13 h 20)
EXPO−FRAGONARD

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Box−office. 3 col.

4− Profil de Commerce Bancorp. 1 col.

5− Vaccins contre la grippe. 1 col.

6− Premiers appels publics à l'épargne. 1 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de La Presse Canadienne sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111